

que faire?

REVUE COMMUNISTE

« Unité d'action, liberté de discussion et de critique, voilà notre définition. Cette discipline est la seule digne du parti démocratique de la classe avancée. »

(LÉNINE, décembre 1906.)

s o m m a i r e

EDITORIAL : Vers des luttes décisives. — LE TOURNANT DU P.C.F : I. Le Front unique. - II. Le Parti et les classes moyennes. — Y a-t-il un mouvement fasciste en France? — Le chemin qui a conduit Trotski à la social-démocratie. LÉNINE ET LE FRONT POPULAIRE.



(Numéro double)

P R I X

1-2 novembre-décembre 1934 1 fr.

QUE FAIRE?

Revue Communiste mensuelle

ABONNEMENTS :

France : Un an. . . . 10 fr. Six mois. . . . 5 fr.
Etranger : — 15 fr. — 10 fr.

CORRESPONDANCE ET MANDATS :

G RUCAR, 10, Rue Gay-Lussac, PARIS-V

La revue " *Que faire* " se propose :

- 1) D'étudier les causes et le caractère de la crise du mouvement communiste français et mondial ;
- 2) De combattre toutes les tendances qui mènent à la révision du marxisme-léninisme et les principes de l'Internationale communiste élaborés par Lénine ,
- 3) D'analyser les problèmes concrets de la révolution prolétarienne en France, d'apprécier à la lumière du marxisme-léninisme, la vie politique et sociale du pays, et de soumettre à la critique marxiste les courants et les partis politiques ;
- 4) De grouper autour de la revue tous les communistes prêts à lutter sur la base des principes de la 3^e Internationale, pour le rétablissement de la démocratie intérieure dans le parti communiste, sans laquelle le parti ne peut avoir de politique juste.
- 5) De rechercher, ensemble avec tous les communistes, les meilleures voies et les moyens pour aboutir à ce but ;

Tous les camarades sont priés de nous envoyer leurs observations, notes, articles, de collaborer avec nous dans la réalisation de nos tâches.

PRÉFACE

La revue Que faire?, dont nous publions aujourd'hui le premier numéro, est fondée par un groupe de communistes et destinée à tous les révolutionnaires prolétariens, membres du parti communiste ou hors du parti.

Nous regrettons vivement la nécessité où nous nous trouvons de faire connaître notre opinion en dehors des voies régulières prévues par les statuts du parti. Ce n'est pas notre faute. La direction du parti, en monopolisant de la façon la plus arbitraire la presse et toutes les tribunes du parti, en frappant tous ceux qui osent manifester leur mécontentement, empêche les membres du parti d'exercer leur droit légitime, de critiquer la politique des dirigeants responsables devant le parti, devoir sans lequel la démocratie intérieure du parti est un vain mot.

Qu'on ne nous accuse point de briser la discipline du parti! Nul n'est plus partisan que nous de la discipline dans l'action, sans laquelle il ne saurait exister de véritable parti communiste. Dans les rangs du parti où régnera le centralisme démocratique, nous appliquerons cette discipline dans l'action, même lorsque nous ne serons pas d'accord avec les décisions prises.

Nous sommes communistes, attachés corps et âme aux principes qui furent enseignés par Marx et par Lénine. Mais lorsqu'un communiste constate l'état de crise dans lequel, depuis des années, se trouve son parti et son Internationale, lorsqu'il a acquis la conviction que cet état de crise est dû à une politique qui s'écarte des principes fondamentaux du marxisme-léninisme et de la 3^e Internationale, lorsque après maints efforts il a fait l'expérience qu'il est impossible de lutter pour ses opinions dans les assemblées et les organismes réguliers du parti sous peine d'encourir des mesures disciplinaires tandis que l'on cachera ou que l'on caricaturera ses idées véritables, — son devoir impérieux est de s'adresser par tous les moyens qui sont à sa disposition pour faire connaître son opinion à ses camarades de parti et de combat.

La crise du parti et de l'I.C. n'est pas une crise passagère. Elle s'exprime par l'impuissance du parti d'utiliser la situation favorable pour le prolétariat, par un recul des effectifs et de l'influence de la majorité des sections de l'I.C. Ce recul date de plusieurs années et s'accroît sans cesse. Elle s'exprime par le fait que malgré la crise évidente du réformisme, l'I.C. n'a pas su gagner au communisme les couches essentielles d'ouvriers réformistes. Elle s'exprime par le fait que les partis communistes s'avèrent incapables d'organiser la résistance des

ouvriers au fascisme et que, depuis des années, de lourdes défaites ont été subies par ce prolétariat sans que les leçons indispensables en aient été tirées (ce qui rend de nouvelles défaites inévitables). Elle s'exprime par l'affaiblissement des syndicats unitaires, par l'incapacité d'organiser dans les organisations syndicales réformistes une véritable opposition syndicale révolutionnaire. Elle s'exprime par la fluctuation énorme des effectifs qui, entre autres conséquences, rend impossible l'accumulation par les partis d'une expérience révolutionnaire.

Nombreux sont les camarades qui ont senti cette crise de façon particulièrement intense à certaines périodes de la vie du parti, par exemple en 1925-1926, en 1929-1930 et plus récemment encore au printemps 1934. Un « tournant » officiellement proclamé comme en 1926 ou en 1931, ou bien caché et même nié comme à la Conférence Nationale de juin, a pu momentanément calmer les plus vives de leurs appréhensions. Mais ils s'aperçoivent et s'apercevront de plus en plus que ces « tournants » ne changent en rien les causes fondamentales des graves fautes commises. Ces « tournants » effectués sous la pression des masses, ont laissé immuable, ont même renforcé, le régime intérieur étouffant du parti, sans la suppression duquel le parti ne peut mener une politique communiste juste.

Après la conférence de juin 1934, le malaise un moment apaisé chez beaucoup de militants, réapparaît à nouveau dans les rangs du parti. Nombreux sont les camarades qui sentent qu'un redressement du parti est indispensable, mais qui n'osent pas aller jusqu'au bout de leur pensée. Comme ils tiennent au parti de toutes leurs forces, ils sont déchirés à l'idée qu'il faut choisir entre la menace de l'exclusion s'ils parlent et la lâcheté s'ils se taisent.

Chacun de nous a vécu douloureusement ces moments.

Après mûre réflexion, nous sommes arrivés à la conclusion qu'on ne peut se taire.

Nous parlerons!

Nous avons étudié attentivement les oppositions qui se sont manifestées aux différentes étapes de la vie de l'Internationale Communiste. Nous nous sommes efforcés d'analyser en marxistes — et nous nous proposons d'analyser dans cette revue — leur nature, leurs fautes, les causes de leurs échecs.

Mais nous nous refusons à tirer de ces échecs la conclusion « qu'il n'y a rien à faire ». La critique marxiste doit triompher et triomphera des courants néfastes qui s'opposent au développement victorieux du communisme. Et les diverses oppositions ont échoué précisément dans la mesure où elles ont abandonné les principes du marxisme-léninisme, la seule base d'une politique prolétarienne scientifique.

La revue Que faire? essaiera de dégager les causes de la crise actuelle du mouvement communiste et d'indiquer les chemins pour en sortir. Elle soumettra à une analyse critique aussi bien le réformisme que l'activité et les « théories » de la direction de l'I.C. et du P.C.F.

Elle mettra au centre de son travail une lutte implacable contre les tendances à la révision du marxisme-léninisme qui se font jour de plus en plus fortement au sein de l'I.C. La lutte efficace contre la bourgeoisie et la social-démocratie, qui est entravée par la politique de l'I.C., exige la réalisation de ce travail critique indispensable. De même la défense inconditionnée de l'U.R.S.S., premier Etat prolétarien, n'interdit pas, mais au contraire suppose, l'étude critique marxiste des processus qui se déroulent en U.R.S.S. Loin de s'y opposer, Lénine manifesta à plusieurs reprises le désir que les communistes, et en particulier les communistes des pays capitalistes, se livrent à cette critique marxiste.

Notre attitude envers les autres courants communistes dont nous nous délimitons dans la mesure où nos idées sont divergentes sur des points fondamentaux, sera déterminée par les nécessités de la lutte pour des buts communs. Nous sommes partisans de la collaboration étroite de tous les éléments se plaçant sur la base des principes du communisme, pour le redressement du parti communiste et de l'Internationale.

Aussi dans Que faire? le lecteur pourra-t-il trouver des différences d'opinion.

Que faire? doit être et sera la voix et la conscience de tous les militants communistes qui veulent travailler en marxistes-léninistes à redresser et à unifier le parti communiste.

Tous ceux-là doivent nous écrire sans craindre les représailles d'une direction incapable de discuter avec eux et de les convaincre. La rédaction de notre revue leur donne toutes les garanties de discrétion nécessaires. Tous ceux-là doivent nous aider en diffusant notre revue, en discutant ses idées dans des cercles d'amis de la revue et en propageant nos idées parmi tous les communistes.

LA REDACTION.

EDITORIAL

Vers des luttes décisives

Le gouvernement Doumergue vient de tomber. Que signifie cette crise? Quelles perspectives ouvre-t-elle devant la classe ouvrière de ce pays?

Le gouvernement Doumergue a surgi en février comme un compromis entre la majorité gauche de la Chambre, élue en 1932 contre Tardieu-Flandin, et les émeutiers du 6 février. L'entrée de deux généraux et du secrétaire de la Confédération des Anciens Combattants dans le gouvernement devait lui assurer l'appui direct de l'armée et des organisations des anciens combattants. A côté du parlement, « pays légal » réduit à l'impuissance, les ligues armées qualifiées « pays réel » furent érigées en seconde source du pouvoir exécutif. Doumergue — contrairement à ses prédécesseurs à la présidence du Conseil — n'était plus simplement le délégué de la nouvelle majorité parlementaire, née sous la pression des ligues, il représentait déjà la transition entre la démocratie bourgeoise et un « gouvernement fort » extraparlémentaire.

La tentative de Doumergue s'est terminée par un échec. Il importe peu si Doumergue fut renversé par un complot Flandin-Herriot, comme le prétend Henri de Kérillis (Echo de Paris du 10 novembre) ou bien à cause de son manque d'habileté, de ses prétentions césariennes, comme l'affirment les « cuisiniers parlementaires » qualifiés.

L'essentiel est que le gouvernement Doumergue n'a réussi à réaliser aucun des points fondamentaux du « programme capitaliste » actuel: mater les fonctionnaires, réduire à l'impuissance les organisations ouvrières, constituer un pouvoir stable indépendant du parlement, fournir une base de masse à l'Union Nationale.

Il est vrai, le gouvernement Doumergue a mis en vigueur les décrets-lois, a frappé durement les postiers, a augmenté le budget de la guerre.

Mais ce ne fut que le début, et à mesure que les plans du gouvernement se précisaient, sa base de masse fondait. Les anciens combattants se sont montrés hostiles au gouvernement, les coups réservés par les ouvriers aux « héros du 6 février », les Herriot et les chefs de ligues, a montré toute la précarité de ce second appui gouvernemental. Les chefs de l'armée restaient dans l'expectative. L'aggravation de la crise économique et de la misère des masses, l'impuissance du gouvernement en face

d'elle accentuaient le mécontentement des travailleurs. L'équipe réactionnaire Tardieu-Doumergue s'usait visiblement au pouvoir tout en étant incapable, pour le moment, de réaliser ses plans du pouvoir « fort et autoritaire ».

Le front unique réalisé spontanément par les ouvriers communistes et socialistes, après février, dans les manifestations et les batailles de rue contre les ligueurs, menaçait de se développer en une lutte générale contre la réaction, contre le gouvernement d'Union Nationale. La pression des troupes radicales, aiguillonnées par les ouvriers, devint trop forte pour que l'armature du gouvernement résiste, malgré tous les tours d'équilibre de Herriot. La crise du parti radical, son hostilité croissante contre les plans de Doumergue reflète l'opposition des masses petites-bourgeoises contre « l'esprit du 6 février » représenté de plus en plus par Doumergue.

Dans cette situation, Tardieu-Doumergue se décide à se dégager de la tutelle parlementaire ou partir, et les radicaux aspirent à se débarrasser de ce voisinage trop gênant. La décomposition du gouvernement a commencé en juillet, avec l'attaque insolite de Tardieu contre Chautemps et les radicaux. Les résultats des élections cantonales — quand les masses des électeurs ont refusé de suivre l'appel de Doumergue contre le front commun, les résultats analogues de son appel radiodiffusé le 3 novembre — ont sonné le glas du gouvernement.

Les ministres radicaux ont concentré tous leurs efforts pour rendre à la crise gouvernementale le caractère de crise parlementaire, pour empêcher toute action indépendante des masses pouvant déjouer leurs intrigues sordides. Ils y ont réussi, favorisés entre autres, par la politique fautive des dirigeants du front unique prolétarien mettant leurs espoirs dans les politiciens radicaux contre la réaction, pendant que les radicaux réalisent en fait la même politique que la réaction, comme l'a montré l'expérience de tous les gouvernements radicaux après la guerre.

Le gouvernement Flandin constitue une nouvelle phase dans le développement de la crise politique, non pas à cause de son programme — réplique de ceux de tous les gouvernements qui se succèdent depuis le début de la crise économique — mais à cause de son caractère. C'est un gouvernement de la « trêve », mais parlementaire, expression de la majorité de la Chambre, malgré la présence dans son sein de deux généraux et de Rivollel, comme le gouvernement Doumergue n'était plus un gouvernement parlementaire, malgré que la majorité de ses membres fût composée de parlementaires. La distinction est d'importance. Le gouvernement Flandin, c'est, pour ainsi dire, la constatation tardive de l'échec du 6 février en tant que tentative d'instaurer un gouvernement fort dans ce pays.

Le gouvernement Flandin est un gouvernement de transition, capable beaucoup moins que Doumergue de concilier les exigences du grand capital et l'effervescence des masses populaires. Devant le nouveau gouvernement, les mêmes difficultés qui se sont posées au début de 1934, se posent actuellement avec

une acuité plus grande. La catastrophe économique provoquée par la crise ne peut être résolue, comme le montre l'expérience depuis 1931, par les voies bourgeoises « normales » ; toutes les équipes gouvernementales ont montré leur impuissance dans cette direction.

Le nouveau gouvernement, dans « sa lutte » contre la crise, devra s'attaquer aux droits des fonctionnaires, porter des coups aux droits démocratiques, frayer les voies au « pouvoir fort ». Sa ligne de conduite est déterminée par le grand capital, qui continue à régner quelle que soit l'équipe gouvernementale.

Les discours des dirigeants radicaux et réformistes sur « un gouvernement de la défense républicaine » issu du parlement, sur la possibilité que Flandin ou un autre politicien bourgeois puisse mener une lutte contre la réaction, défendre les droits démocratiques, ne peuvent que semer des illusions les plus dangereuses dans les masses. Dans la situation actuelle, « tous les rêves d'une solution intermédiaire ne sont que des lamentations réactionnaires de petits-bourgeois » (Lénine). Cela ne dépend pas du bon ou du mauvais vouloir des hommes. L'acuité des contradictions de classe rassemble tous les groupes et partis de la bourgeoisie autour de la même politique réactionnaire et anti-ouvrière tout en aggravant la concurrence et la rivalité des cliques, la discorde sur les méthodes d'action, etc.

Les Tardieu-Doumergue ne participent plus au gouvernement, sans abandonner la moindre parcelle de leurs plans. Ils attendent leur heure, en organisant leurs forces de combat, en spéculant sur les fautes de leurs rivaux, en essayant de démoraliser et de terroriser les ouvriers et la petite-bourgeoisie. Ils préparent un nouveau 6 février qui permettrait aux « puissances d'argent » de consolider leur domination sur les décombres du parlementarisme de plus en plus décomposé.

Pour réussir elles doivent empêcher à tout prix le peuple de prendre conscience du véritable caractère de la crise et des possibilités révolutionnaires qu'elle ouvre. Le rôle des politiciens radicaux et réformistes — dont la majorité a lié son sort avec la démocratie parlementaire — apparaît de la plus grande importance dans la préparation de la dictature réactionnaire anti-démocratique. Par toute leur politique — démocratique en paroles, réactionnaire en réalité — ils désarment les masses, les détournent de la lutte effective contre Tardieu. Les dirigeants des organisations ouvrières, dans la mesure où ils se limitent à la défensive et se traînent — consciemment ou inconsciemment, peu importe — à la queue des radicaux, portent une lourde responsabilité devant le prolétariat, le poussent dans une voie où l'attendent les pires catastrophes.

La crise ouvre devant le parti révolutionnaire du prolétariat les possibilités les plus larges, pour entraîner les ouvriers et, avec eux, l'ensemble des travailleurs à l'assaut du régime capitaliste. Seul le prolétariat, en renversant le pouvoir des capitalistes et des propriétaires fonciers, en établissant un pouvoir s'appuyant sur les larges masses populaires, peut remédier à la catastrophe économique qui a déjà commencé, peut supprimer la cause ultime des crises dévastatrices — le régime capitaliste.

Il ne s'agit pas d'intervenir d'une façon prématurée, la révolution ne se fait pas avant que toutes ses conditions ne soient mûres. Mais le devoir du parti communiste est de montrer aux ouvriers, par tous ses actes, le caractère véritable de la crise économique et politique que seule la révolution prolétarienne peut résoudre. Si le prolétariat ne joue pas son rôle révolutionnaire, la bourgeoisie réussira, au prix de souffrances nouvelles des masses, à consolider sa domination.

Malheur à ceux qui, effrayés par les forces de l'ennemi, négligent l'organisation des forces de la révolution et pensent pouvoir sauver les ouvriers en les accrochant aux basques des politiciens petits-bourgeois et aux débris de la démocratie bourgeoise. Par une attitude défensive de ce genre on ne sauvera ni le prolétariat, ni la liberté démocratique; on ne fera que frayer le chemin à la réaction fasciste. Dans la période de crise profonde, celui qui s'accroche à la défensive à tout prix, qui perd la perspective révolutionnaire, qui n'a pas de confiance dans les forces du prolétariat, ne peut mener les ouvriers qu'à la capitulation et à la défaite.

Aux ouvriers révolutionnaires d'utiliser le répit que leur offre l'histoire pour développer au maximum leur agitation, leur propagande en faveur de la solution révolutionnaire de la crise, pour l'organisation — politique et technique — de leurs forces en vue des luttes décisives qui s'approchent. C'est à eux qu'incombe le devoir de montrer, par une politique offensive hardie, que le prolétariat tient dans ses mains la clé de la situation, qu'il a tous les éléments pour gagner la majorité décisive de semi-prolétaires et des paysans pauvres à la cause de la révolution socialiste.

LE TOURNANT DU PARTI

I - Le Front Unique

La nouvelle politique inaugurée par le P.C.F. au mois de juin constitue, malgré les affirmations des dirigeants du parti, un changement complet de sa tactique. L'ancienne politique qui date de 1928 peut être résumée ainsi. On ne peut faire aujourd'hui aucune distinction entre les partis bourgeois et le parti socialiste. Dans la lutte contre la bourgeoisie, le parti communiste ne peut conclure aucun accord avec les organisations socialistes. L'effort principal du parti communiste doit être porté contre le parti socialiste en tant que partie intégrante de la dictature capitaliste « son principal soutien social », et en particulier, contre son aile gauche, considérée comme l'ennemi le plus dangereux. Cette politique fut appliquée dans toutes les sections de l'I.C. Le parti communiste allemand considérait la social-démocratie comme aile gauche du fascisme jusqu'à la victoire de Hitler. Encore pendant les journées de février, le P.C.A. repoussa la proposition socialiste d'action commune le 7 février. Cette politique s'exprimait aussi dans la tactique électorale dite « classe contre classe » qui consistait dans le maintien du candidat communiste au deuxième tour contre les candidats de tous les autres partis, même si ce maintien devait favoriser la victoire de la réaction ouverte.

De nombreux camarades révoltés par cette politique sectaire semblent à présent être satisfaits. Ils croient que la politique actuelle rapproche le parti des masses, qu'elle constitue un moyen efficace de lutte contre la menace du fascisme.

Cette illusion dangereuse menace d'entraîner l'ensemble du parti dans le chemin de l'opportunisme, derrière lequel on décèle déjà les signes avant-coureurs de tendances liquidatrices.

La nouvelle tactique adoptée après l'écroulement du cours ultra-gauche est exactement opposée à la précédente. On peut la résumer comme ceci. Seule une alliance avec le parti socialiste et d'autres organisations antifascistes peut empêcher la victoire du fascisme en France. Le parti communiste doit tendre tous ses efforts pour grouper tous les éléments susceptibles de lutter contre le fascisme et voulant réaliser l'unité d'action contre le fascisme et la guerre. Il ne faut combattre que les dirigeants du parti socialiste qui s'opposent à l'unité d'action. Sur le plan électoral, on préconise le désistement mutuel des candidats socialiste et communiste, on élargit ce bloc jusqu'aux radicaux de gauche qu'on se propose de soutenir, sous certaines conditions, pour empêcher la victoire d'un candidat révolutionnaire.

Cette nouvelle tactique est caractérisée par une tendance à la capitulation devant le réformisme. Elle repose sur une appréciation fautive de la social-démocratie. Si officiellement la théorie du social-fascisme n'est pas révisée, en fait on traite le P.S. comme un parti prolétarien de classe. Le renoncement à la critique du parti socialiste rend impossible au parti communiste, parti du prolétariat, d'utiliser les oscillations de la démocratie petite-bourgeoise que représente le parti socialiste, rend impossible la différenciation indispensable dans son sein que seule peut amener une critique franche de ses faiblesses et oscillations.

Ce tournant fut imposé par la faillite complète de l'ancienne politique sectaire, par l'aggravation du danger de guerre et d'écrasement du mouvement ouvrier et par la pression de la base du parti qui exprimait la poussée élémentaire des masses vers l'unité de lutte contre le fascisme. La direction de l'I.C. fut mise devant le dilemme: ou l'isolement complet des masses et la révolte de la base du parti qui trouvait dans la plate-forme de Doriot un point de ralliement, ou l'abandon immédiat de la politique sectaire. Au moment où le parti dénonçait « Daladier, Frot fusilleurs »... des fascistes, les militants locaux réalisaient, dans maints endroits, le front unique avec les organisations socialistes, brisant ainsi le barrage artificiel dressé par la direction sur le chemin de l'unité d'action. Les militants de base ont déchiré en morceaux la politique sectaire du parti qui le menait inévitablement vers l'isolement complet et qui le menaçait de la liquidation en tant que facteur agissant de la politique prolétarienne en France.

L'opposition du rayon de Saint-Denis, avant de dégénérer en tendance social-démocrate, exprimait la protestation élémentaire de larges couches d'ouvriers communistes contre la politique ultra-gauche.

Comment apprécier ce changement? Faut-il le considérer comme un redressement? Nous ne le croyons pas parce que la politique actuelle ouvre une période de nouvelles fautes opportunistes non moins dangereuses que les fautes sectaires de la période précédente.

Peu importe, en effet, que le danger de la liquidation du parti vienne de droite ou de gauche. L'essentiel, c'est que le parti communiste, facteur décisif de la révolution prolétarienne, reste menacé dans ses œuvres vives, que son existence même est mise en cause par la politique opportuniste de la direction du parti et de l'Internationale.

Nous considérons comme un progrès le fait que la base du parti a brisé la résistance de la direction à la réalisation du front unique. Nous considérons comme un progrès la réalisation même du front unique entre les partis socialiste et communiste.

Mais nous ne pouvons pas faire abstraction des circonstances dans lesquelles le front unique fut réalisé, ni des conditions que notre parti a acceptées et qui enlèvent à l'unité d'action ses vertus révolutionnaires.

**Front unique
à tout prix.**

Après avoir glorifié le front unique « rien que par en bas », c'est-à-dire après avoir refusé le front unique, la direction du parti et de l'I.C., épouvantée par l'ampleur du mouvement et par l'opposition

de Doriot, tourne subitement casaque et s'engage à fond dans la politique de front unique de sommets.

L'ultimatisme cède la place à l'attitude des concessions illimitées. Le front unique devient subitement *un but en soi* pour lequel il faut sacrifier tout.

« Une seule chose compte pour nous, communistes. Nous voulons réaliser à tout prix l'unité d'action. Nous ne posons aucune condition. Nous ne voulons manœuvrer personne » écrit Thorez (*Humanité* du 10-7-34).

A la veille du Conseil National du parti socialiste, Cachin écrit :

« Nous ne voulons, en aucune sorte, nous immiscer dans les affaires du parti socialiste. »

Les socialistes qui, eux aussi, sont surpris par l'ampleur du mouvement, manœuvrent adroitement. Ils lancent l'idée du pacte de non-agression, d'une sorte d'union sacrée entre les deux partis qui mettrait fin à toutes les controverses et couvrirait d'un voile d'oubli et de pardon réciproques, les fautes du passé.

Au lieu de dénoncer une telle attitude, le parti accepte. Cachin déclare à propos du projet de pacte que :

« Ces propositions peuvent de bonne foi, constituer le *traité de non-agression* que l'on réclame de nous. » (Souligné par Cachin, *Humanité* du 2-7-34.)

Ainsi l'idée d'un pacte de non-agression est déjà admise par la direction du parti et les pourparlers se déroulent désormais sur ce terrain dangereux.

La direction du parti cède au chantage socialiste. Elle désavoue publiquement, par la voix de Ramette, à la tribune de la Chambre des députés, son propre organe théorique, « les Cahiers du Bolchévisme ».

Dans la conversation décisive entre les délégations de deux partis, Cachin précise l'attitude communiste :

« Nous sommes animés de l'esprit le plus conciliant... Nous sommes résolus aux sacrifices et aux concessions les plus grandes pour que l'unité d'action se réalise à bref délai... Nous pouvons entrer immédiatement dans l'examen des *oppositions à mon sens superficielles qui semblent encore nous séparer aujourd'hui.* » (*Humanité* du 20-7-34, souligné par nous.)

Dès le début des pourparlers, la direction est donc décidée à toutes les concessions. Le front unique à tout prix, même au prix d'effacer toute ligne de démarcation entre le parti socialiste et communiste, voilà à quoi elle est arrivée. Conformément aux propositions du mois de mars 1933, la direction a pris l'engagement d'abandonner toute critique du parti socialiste pendant la durée de l'action commune.

« Au cours de cette action commune — dit le pacte — les deux partis s'abstiendront réciproquement d'attaques, injures et critiques contre les organismes et militants participant loyalement à l'action. »

La direction a voulu réserver le droit de « controverses doctrinales, de la confrontation des méthodes, de tactique, etc. » Mais elle y a renoncé rapidement, talonnée par Lebas qui, sans cérémonie, a dit : pas de controverse ou pas de pacte.

Plus encore. Au meeting de Bullier, en juillet, Cachin a osé dire que « les ouvriers jugeront quelles sont les meilleures méthodes de lutte contre le capitalisme ». Blum a immédiatement protesté. Et voici qu'à la réunion commune, Cachin recule en disant :

« Et s'il vous a semblé excessif de dire qu'ensuite les prolétaires seraient les juges, nous ne tenons pas du tout à la formule. » (*Humanité* du 20-7-34.)

En effet, ni à la formule, ni à la chose même. Les ouvriers n'ont pas à juger, ils n'ont qu'à s'incliner devant les décisions prises par les chefs, et c'est tout.

Sur un autre point, la direction a voulu obtenir des socialistes l'accord, au moins verbal, à savoir : la préparation du mouvement des grèves contre les décrets-lois et le gouvernement. Mais farouchement attachés à l'indépendance syndicale et craignant la rupture avec la C.G.T., les chefs socialistes ont refusé sans ambages. Sur ce point capital, le parti cède aussi.

Thorez déclare à la même réunion : « Si c'est un obstacle, nous renonçons à notre formule. » Et voici que la préparation de la grève, forme essentielle de lutte prolétarienne, est écartée du pacte.

Que reste-t-il donc ? Il reste un armistice entre les deux partis. Il reste des meetings communs où on estompe de plus en plus toute différence entre l'orateur socialiste et communiste. Voici ce qu'en dit Cachin à propos du meeting de Bullier :

« Les trois orateurs (socialistes) avaient parlé un langage de classe qui était sur infiniment de points, *sinon sur tous*, tout à fait voisin du nôtre. » (Souligné par nous, *Humanité* 20-7-34.)

Dans son article du 17-7-34, Thorez ne considère pas comme indispensable la critique des alliés socialistes. Pourtant cette critique fut toujours considérée comme la première condition de l'action commune.

Comment parvenir, en effet, à la conquête de la majorité de la classe ouvrière au communisme, comment l'arracher à l'influence néfaste de la social-démocratie, si l'on estompe soigneusement toutes les différences de principe, si l'on abandonne la critique ; si l'on enlève aux ouvriers la possibilité de juger *au cours même de l'action* l'attitude de deux partis.

La tactique léniniste du front unique consiste en une alliance entre les ouvriers communistes et réformistes dans la lutte pour des objectifs limités, dans les cadres du régime capitaliste. Elle a pour but d'amener les ouvriers réformistes vers des formes supérieures de lutte prolétarienne, par la destruction systématique, sur la base de leur propre expérience, des illusions réformistes, elle doit amener la conquête de la majorité du prolétariat par le communisme, grâce à la carence inévitable du parti socialiste. Par contre, pour le parti socialiste, le front

unique — quand il l'accepte — est le moyen de maintenir sous son influence les ouvriers, d'empêcher le développement des luttes ouvrières et de subordonner les ouvriers communistes au réformisme.

Le pacte du 27 juillet laisse planer une équivoque aussi bien sur les objectifs de la lutte (le fascisme et les préparatifs de guerre) que sur les moyens d'action (meetings et manifestations). Le pacte ne fixe pas comme but de l'action commune le renversement du gouvernement d'Union Nationale qui dirige l'offensive réactionnaire contre les travailleurs; il sème des illusions sur la possibilité d'atteindre les objectifs fixés par les meetings communs et manifestations, comme si ces moyens pouvaient avoir un autre but que de préparer une lutte sérieuse. Aussi dès le début, le pacte contribuait-il au développement des illusions réformistes et faisait régner une confusion extrême dans les rangs du prolétariat.

Combien sommes-nous loin de la conception léniniste de Front Unique, définie avec une lumineuse clarté dans les thèses du IV^e Congrès de l'I.C.:

«Le Comité Exécutif stipule comme condition rigoureusement obligatoire pour tous les partis communistes, la liberté, pour toute section passant une convention quelconque avec les partis de la II^e Internationale et de l'Internationale III et demie, de continuer la propagande de nos idées et la critique des adversaires du communisme. *Tout en se soumettant à la discipline de l'action, les communistes doivent absolument se réserver le droit et la possibilité d'exprimer, non seulement avant et après, mais encore pendant l'action, leur opinion sur la politique de toutes les organisations ouvrières sans exception. En aucun cas et sous aucun prétexte, cette clause ne saurait souffrir d'infraction.* En préconisant l'unité de toutes les organisations ouvrières, dans chaque action pratique contre le front capitaliste, les communistes ne peuvent renoncer à la propagande de leurs points de vue qui, seuls, constituent l'expression logique des intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière.» (Souligné par nous.)

Le pacte actuel constitue l'infraction manifeste aux principes du front unique établis par le IV^e Congrès.

Après une vague de meetings, toute action offensive du prolétariat semble interrompue. On attend, passivement, l'attaque de l'ennemi. C'est la pire politique qui laisse à l'adversaire le choix du lieu, du moment de la lutte, politique qui, sous le verbiage révolutionnaire, cache la crainte de la lutte et favorise finalement la bourgeoisie. Les événements de Vienne l'ont abondamment prouvé.

Front unique d'inaction, tel est la signification actuelle du pacte. S'il a fait momentanément reculer la réaction devant la poussée de la masse, il maintient l'équilibre instable représenté par le gouvernement de la « trêve » derrière lequel se prépare une nouvelle offensive antiouvrière.

Non seulement on n'a rien entrepris de concret contre les décrets-lois, non seulement l'offensive contre les salaires et les chômeurs continue, mais le gouvernement s'attaque aux libertés d'opinion des fonc-

tionnaires, sans que le prolétariat prenne aucune mesure pour repousser cette attaque.

Considéré comme un but en soi, le pacte n'a pas donné les résultats escomptés et commence déjà à créer de dangereuses illusions quant à la possibilité de battre la bourgeoisie et son gouvernement *sans lutte* par sa vertu propre.

L'unité organique.

Dès le début de l'application de la « nouvelle tactique », le parti socialiste posa le problème de l'unité organique. A cette question que les socialistes représentaient chaque fois que les communistes leur proposaient l'action commune, on répondait invariablement, dans le passé, conformément aux principes du communisme, par un refus, vu l'opposition fondamentale entre le communisme et le réformisme. Par contre, la réponse que les dirigeants du P.C. donnent aujourd'hui aux Blum et Zyromski est pleine d'équivoques, on ne se prononce pas clairement ni pour, ni contre.

En même temps, dans sa politique courante, le parti communiste se rapproche du parti socialiste. Dans le pacte, les deux partis reconnaissent l'identité de leurs vues sur la lutte contre le fascisme et contre les préparatifs de guerre. Dans la mesure où le parti communiste renonce à critiquer le parti socialiste, il lui est impossible de montrer, au cours des actions communes, les oscillations, inconséquences, hésitations inévitables de la démocratie petite-bourgeoise dans la lutte commune contre le capital. Ainsi, le parti communiste renonce-t-il à son rôle de défenseur de l'indépendance de classe du prolétariat, d'éducateur et de guide des masses petites-bourgeoises. Il ne montre pas aux masses la source des divergences de principe entre le communisme et le réformisme qui découlent de la situation objective différente des classes. Le parti se transforme ainsi en un appendice du bloc petit-bourgeois, dont la politique sera nécessairement dominée par celle du bloc tout entier. A cela on oppose le fait qu'une divergence doctrinale sur les principes fondamentaux du socialisme continue à séparer les deux partis.

En réalité, plusieurs socialistes sont *en paroles* pour la dictature du prolétariat, pour les soviets. D'ailleurs, dans la politique on ne peut distinguer les courants et les partis d'après leurs paroles, d'après la reconnaissance verbale de certains principes. Ce qui compte, ce sont les actes. Or, dans la mesure où les deux partis vont mener ensemble la même action ou plutôt la même inaction vis-à-vis de la réaction capitaliste, dans la mesure où les communistes renoncent à critiquer les socialistes si ceux-ci accomplissent les actions décidées en commun, ils s'identifient dans la pratique. Et la divergence quant à la reconnaissance de buts plus ou moins lointains, de principes plus ou moins abstraits (car ils ne s'expriment pas lors des actions communes), devient secondaire et cesse d'être un obstacle pour une fusion. En 1920 plusieurs partis socialistes de gauche reconnurent en paroles tous les principes de l'Internationale Communiste, ce qui ne les a pas empêchés de rester des partis réformistes.

On peut se refuser à la fusion entre les deux partis pour des raisons les plus diverses, ce n'est pas cela qui est décisif. Mais il suffit qu'un comité de coordination permanent règle leurs relations, qu'un programme commun d'action soit à la base de leur activité, que le parti communiste continue son orientation réformiste, et nous pouvons avoir, dans un avenir plus ou moins proche, un tel rapprochement entre les deux partis, que leurs divergences ne dépasseront pas celles de deux fractions du même parti, comme ce fut le cas avec les jaressistes et les guesdistes en 1902-1905; leur indépendance organique s'appuyait de moins en moins, dans cette période, sur les divergences politiques réelles. La fusion de 1905 n'a fait que consacrer l'état de choses existant. Cette tendance liquidatrice qui domine à l'heure actuelle la politique de la direction du P.C. et qui découle logiquement de toute la politique actuelle de l'I.C., ne peut être contrecarrée que par une lutte sans merci des éléments prolétariens du parti pour une ligne tactique juste.

La démocratie intérieure. Le rôle de la base du parti dans le dernier tournant est immense, mais il s'est exprimé en dehors du cadre régulier du parti. Ce n'est pas dans les cellules ou rayons qu'on a délibéré et décidé le changement de tactique. Il s'est fait spontanément sous la poussée des événements.

Quand la direction du parti a décidé de faire de la surenchère avec Doriot en s'adressant au parti socialiste et en acceptant toutes les concessions, ce fut dans le parti à la fois un sentiment de soulagement et de *stupéfaction*. Comment, ils ont considéré les pourparlers avec les chefs socialistes comme une trahison. Aujourd'hui, ils font la même chose. Comment, ils ont condamné Doriot pour des fautes de droite, aujourd'hui, ils l'excluent pour des fautes de gauche, pour avoir voulu « plumer la volaille » socialiste comme Treint.

Tout cela sans aucune explication, en insistant sur la justesse de l'ancienne politique et sur sa continuité. Le trouble parmi les membres du parti est extrême. Habités à combattre les socialistes par des injures et des coups, les membres du parti se sont trouvés désarmés au moment où il fallait polémiquer avec les socialistes, leur arracher dans l'action commune, la direction du mouvement. C'était la grande fraternité où toutes les barrières idéologiques furent abolies et dont les chefs socialistes, fins manœuvriers, ont tiré tout le profit.

Tombés du sectarisme dans l'opportunisme, les dirigeants du parti considéraient que les membres du parti n'avaient rien à apprendre, rien à comprendre. La Conférence Nationale de juin, préparée en vue de la confirmation du cours « gauche », fut prise au dépourvu par le tournant.

Malgré les déclarations de Thorez sur la démocratie intérieure, etc., la répression dans le parti contre toute velléité de critique s'est encore renforcée. Le dernier tournant a prouvé que quelle que soit la politique du parti, son régime intérieur ne fait qu'empirer, que la base du parti est définitivement écartée de l'élaboration de la politique communiste

et qu'on ne prend même plus de précautions pour préparer et annoncer le changement.

Mais il est impossible de diriger un parti révolutionnaire du prolétariat par des ordres venus par en haut. Il est impossible de faire appliquer une politique que nos membres ne comprennent pas et ne sont pas capables d'appliquer.

Des zigzags successifs et brusques, la manière brutale et méprisante de traiter la base du parti, tout cela a diminué le prestige de la direction chez tous ceux qui pensent et réfléchissent. Le prétendu maintien de l'ancienne politique, auquel personne ne croit, n'a fait qu'aggraver le malaise.

Muets par nécessité, soumis par attachement au parti, les militants de base n'en pensent pas moins. Il apprécient, ils jugent, seulement cette vie cachée de la base du parti se déroule en dehors du cadre régulier de l'organisation. L'unanimité formelle étant obligatoire, tout le monde vote pour, mais nombreux sont ceux qui critiquent, qui se méfient et qui sont prêts, en cas de nouveaux tournants, à s'insurger ouvertement, comme l'a fait le rayon de Saint-Denis.

La direction du parti, n'étant contrôlée ni guidée par la base, est incapable d'élaborer une politique juste, ni la faire appliquer. Le régime d'étouffement, qui règne dans le parti, rend ses membres inaptes au rôle de guides et dirigeants du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Abandon de la théorie marxiste.

Le tournant brusqué n'est pas le résultat d'une analyse juste de la situation, ni d'une critique franche et sérieuse de la politique sectaire. L'ancien arsenal idéologique reste valable. La politique de l'I.C. reste juste mais... s'il faut le penser, il est interdit de dire aux « social-fascistes » d'hier leurs quatre vérités pour ne pas heurter ceux qui sont devenus les alliés du parti communiste dans la lutte contre la guerre et le fascisme. Le prestige de la direction doit rester intact. On ne peut dire qu'elle s'est trompée, car elle est et doit rester infaillible.

Or, sans une discussion sérieuse sur les changements de la situation en France, une politique juste n'est pas possible.

Le caractère du tournant correspond à tout le développement de l'I.C. et du P.C.F. dans la dernière période, développement qui est caractérisé par l'abandon progressif de la théorie révolutionnaire, par la tactique établie non sur la base d'une analyse objective de la réalité, mais sur la base d'ordres et de formules fixés par une direction infaillible et omnipotente, agissant le plus souvent après coup, sous la pression des faits imprévus par elle et sous la poussée irrésistible d'en bas. L'exemple du tournant récent en France montre bien ce mécanisme.

Le prolétariat dans le régime capitaliste ne peut faire une politique indépendante que sur la base du marxisme révolutionnaire qui exige l'étude objective la plus minutieuse de la réalité afin de déterminer une tactique correspondante. Dans ce sens le mouvement révolution-

naire et la politique révolutionnaire sont impossibles sans la théorie révolutionnaire.

La séparation du mouvement communiste d'avec la théorie communiste, mène inévitablement aux oscillations et aux zigzags entre le réformisme et l'ultra-gauchisme anarchisant, deux formes de la pression idéologique de la petite-bourgeoisie sur le prolétariat.

Mais ces oscillations restent jusqu'à présent dans certaines limites qui constituent encore la ligne de démarcation entre le réformisme et la politique prolétarienne révolutionnaire. Malgré toutes ses déviations du marxisme-léninisme, malgré les effets désastreux de la politique de l'I.C., malgré le régime du parti n'ayant rien de commun avec la démocratie prolétarienne, l'I.C. reste jusqu'à présent le centre international du mouvement communiste groupant autour de lui des masses ouvrières révolutionnaires.

Que faire?

La solution de la crise profonde du parti n'est possible que par le rétablissement de la démocratie intérieure du parti, du droit de chaque membre de critiquer la direction et sa politique, de participer activement à l'élaboration et à l'application de la politique du parti.

Briser l'emprise qu'exerce sur le parti une direction irresponsable, imposée par en haut, conquérir le droit de critique, imposer le respect de la démocratie intérieure, voilà les conditions élémentaires d'un fonctionnement régulier du parti et d'une bonne politique.

La direction actuelle de l'I.C. et du P.C.F. mène le mouvement vers une impasse, vers la liquidation du parti en tant que facteur révolutionnaire indépendant. Jamais le parti n'était plus menacé, puisque la menace lui vient de l'intérieur, puisque le virus mortel qui l'attaque se couvre mensongèrement de la phraséologie « léniniste ».

Le parti est en danger, son existence même est mise en cause. Chaque communiste conscient doit défendre l'héritage sacré de Lénine, doit combattre pour la défense du parti de la révolution.

Contre la II^e Internationale, refuge de l'opportunisme.

Contre la IV^e Internationale qui mène à l'isolement sectaire et stérile.

Pour le redressement de la III^e Internationale et du P.C.F.

Le parti est en danger!

Groupons-nous, dans son sein, pour la défense du parti.

D. LAFONT.

II - Le Parti et les "classes moyennes"

La tactique du « Front Populaire ».

Devant l'offensive capitaliste contre le niveau de vie du prolétariat et des masses laborieuses, et devant les tentatives réactionnaires de la bourgeoisie, la tactique actuelle du parti s'exprime de la façon suivante:

1^o Pour battre le fascisme (c'est ainsi que la direction du parti qualifie l'offensive actuelle du capital) il faut réaliser à tout prix l'alliance avec les classes moyennes. « Le P.C. — dit Thorez à Nantes — est résolu à tout entreprendre pour réaliser l'alliance de la classe ouvrière avec les travailleurs des classes moyennes. » Et Cachin, dans *l'Humanité* du 18 octobre: « Le devoir des communistes et des socialistes est de pousser à une unité toujours plus étendue vers la classe moyenne. » « Nous sommes prêts à aider et à soutenir tout effort réel pour le maintien des libertés démocratiques, pour la résistance aux attaques des bandes fascistes. » (Thorez à Nantes.)

2^o Or, « le parti radical est le représentant des classes moyennes » (*Humanité* du 19 octobre, Cachin). « Les sénateurs radicaux sont les dépositaires des traditions jacobines. Ils ont déclaré la guerre à Tardieu-Doumergue. » (*Humanité* du 23 octobre.) Le parti radical peut lutter pour les libertés démocratiques, une série de ses chefs mènent déjà cette lutte. C'est ainsi que *l'Humanité* du 27 octobre (Berlioz) reconnaît en Joseph Caillaux « un des plus vigoureux résistants du Sénat aux prétentions dictatoriales de Doumergue » et qu'elle assure (Cachin le 24 octobre) que Marc Sangnier, les représentants du parti radical et de la Ligue des Droits de l'Homme au meeting de Buffalo, ont donné « des affirmations antifascistes sincères et nettes ».

3^o Il en résulte qu'il ne faut plus se borner à collaborer avec quelques radicaux dissidents de gauche (Bergery, Cudenet, etc...). « Nous voulons aller encore plus loin dans la voie de l'unité », s'écrie Duclos au meeting du 24 octobre (*Humanité* du 25 octobre). C'est pourquoi il faut « élargir » le front unique constitué avec le parti socialiste en un « front populaire de lutte pour le pain, le travail, la paix et la liberté ». *L'Humanité* lance comme mot d'ordre: « Elargissons le front populaire ». Il s'agit d'y faire entrer, sur la base d'un programme de revendications des classes moyennes qui sera élaboré par le « Comité de Coordination » des partis communiste et socialiste, « tous ceux qui, ayant senti la gravité des menaces fascistes, veulent non seulement défendre les libertés publiques en péril, mais s'attaquer à la crise économique actuelle qui est la cause véritable et profonde de ces menaces » (Déclaration du Comité de Coordination. *Humanité* et *Populaire* du 27 octobre.) On note avec satisfaction que la dernière réunion de l'Exécutif du parti radical a hésité à prendre une décision nette contre le front uni. (*Humanité* du 14 octobre.)

4^o Pour arriver à ce front populaire, il faut tranquilliser les radicaux qui sont gens patriotes. On lance les formules adéquates: « Nous aimons notre pays », on se revendique de Danton (affiche-réponse à Doumergue). Il faut tranquilliser les radicaux qui répugnent à la violence. Dans ce but, Gitton écrit un article sur la violence (*Humanité* du 20 octobre) expliquant que ce sont les fascistes qui sont violents, que les masses sont poussées à la lutte, mais pas un mot pour dire que le rôle des communistes est d'organiser la riposte révolutionnaire des masses. Seuls les fascistes sont armés, écrit Cachin (*Humanité* du 26 octobre), tandis que dans le front uni (où se trouvent les savants

et les littérateurs les plus respectables) « il n'y a que d'honnêtes gens animés de l'idéal humain le plus noble et le plus élevé ». On met une sourdine aux mots d'ordre de propagande « les Soviets », la « dictature du prolétariat »; on dénonce comme provocateur le mot d'ordre des « milices ouvrières ». On se garde systématiquement d'évoquer la grève générale et dans certains rayons de la région parisienne, on parle de combattre le sectarisme du parti socialiste et les phrases révolutionnaires de certains de ses orateurs.

5° On encourage les parlementaires radicaux à s'opposer à Doumergue et on les incite à constituer un gouvernement radical. On pose la question: « Que vont faire les radicaux? » « Nous sommes prêts à soutenir ces revendications (de la classe moyenne) avec une telle force qu'elles pourraient aboutir même sur le terrain parlementaire. » (Thorez à Nantes.) On assure que « à la rentrée des Chambres il y aura des résistances ». (*Humanité* du 18 octobre.) On met grand espoir aux radicaux du Sénat. On assure qu'« il y aurait une belle partie à jouer pour la défense effective (souligné dans le texte) des libertés démocratiques... Avec un peu d'énergie... en gouvernant en conformité avec le programme des élections de 1932. » (*Humanité* du 26 octobre.)

On fait miroiter aux radicaux qu'avec « un peu d'énergie », s'ils faisaient un gouvernement sur la base de leur programme de 1932, ils seraient soutenus par les communistes sur le terrain parlementaire. Car, dit Thorez, à Nantes, « nous voulons battre sur tous les terrains Tardieu et son complice Doumergue » et Cachin (*Humanité* du 24 octobre) les avise que « les communistes ne repousseront aucun rapprochement, aucune collaboration pour la lutte ». Il faudrait être aveugle et sourd pour ne pas comprendre.

En un mot, la tactique actuelle du parti peut se résumer ainsi:

Pour battre le fascisme, pour la défense effective des libertés démocratiques, il faut élargir le front unique aux radicaux (front populaire) et pour cela tranquilliser les radicaux, il faut soutenir l'opposition radicale et envisager le soutien éventuel d'un gouvernement radical qui s'engagerait à réaliser un programme déterminé.

La direction du parti a d'ailleurs fait résumer cette tactique de façon très claire dans le leader de *l'Humanité* du 2 novembre où l'on peut lire:

« Les radicaux ne se laisseront pas prendre au piège... Ils se souviendront des plus énergiques (sic) résolutions du congrès de Nantes. Nous sommes... au côté de ceux quels qu'ils soient qui entreprendront résolument le désarmement des factieux dénoncés à Nantes, c'est-à-dire des fascistes. Nous sommes, communistes, socialistes, radicaux, en face d'adversaires prêts à tout. Aussi nous déclarons-nous prêts à tout faire dans le cadre de l'organisation du Front Populaire antifasciste pour leur barrer la route. » Enfin « nous appuierons tous ceux qui se déclareront prêts à agir avec énergie contre les agents du capital financier le plus réactionnaire et à désarmer les ligues fascistes ».

Au fond, cette tactique est identique à celle formulée par Frossard dans les articles parus dans le *Populaire* des 21 octobre et 1^{er} no-

vembre et dans lesquels on lit: « Je ne propose pas de briser le « Front Commun », je propose tout ensemble d'en préciser et d'en élargir les bases... J'ai l'impression que Maurice Thorez a clairement perçu l'insuffisance d'un Front trop étroit. Il a parlé l'autre jour d'un « Front Populaire »... Un « Front Populaire »? Qu'est-ce à dire? On me répondra que Thorez pense aux classes moyennes... parlons net: elles votent radical... C'est le parti radical tout entier qu'il faut considérer. » Et Frossard propose que « pour une besogne déterminée de défense et d'action républicaine nous offrons à leur parti (radical) de prendre avec nous ses responsabilités ».

Le 1^{er} novembre, il propose « un pacte d'alliance avec tous les adversaires du pouvoir personnel quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent ». Aussi souligne-t-il avec une sympathie non dissimulée, les efforts des communistes: « J'observe qu'ils s'emploient sans relâche à élargir le « Front Commun ». En conclusion, il s'agit pour Frossard « d'appeler au combat tous les républicains et pendant qu'il en est temps encore, dans l'ordre légal et par les moyens légaux, sans autres conditions que d'assurer la suprématie de la souveraineté populaire sur les minorités factieuses, de prendre avec eux les charges et les risques du gouvernement ».

Cette tactique n'a pas été discutée par le parti. Il s'agit donc, après le « tournant » du mois de juin, d'un « supertournant » d'octobre.

Avant même d'examiner si cette nouvelle tactique est juste, notons que ce nouveau tournant a été décidé souverainement sans aucune discussion ni même information dans le parti, lequel reçoit les « tournants » sur la tête en lisant *l'Humanité*. Cela vérifie que le parti n'est devenu qu'un instrument d'application entre les mains d'un petit groupe de militants soustraits à son contrôle qui change à son gré la tactique du parti sans même éprouver le besoin de donner des explications à qui que ce soit. Rien ne saurait mieux montrer à quel point la direction du parti et de l'Internationale Communiste ont révisé la conception léniniste fondamentale du centralisme démocratique, conception exprimée dans les citations suivantes:

« Unité d'action, liberté de discussion et de critique, telle fut notre définition. Seule une telle discipline est digne du parti démocratique de la classe avancée... Le prolétariat sans liberté de discussion ni de critique ne reconnaît aucune unité d'action. » (Lénine et l'Organisation. Bureau d'Édition. 1928. P. 25.)

« Afin que toute décision du parti soit appliquée avec énergie par toutes les organisations et par tous les membres, il faut appeler autant que possible les masses du parti à la discussion et à la décision des différentes questions. » (Thèses et résolutions du 3^e Congrès de l'I.C., page 73.)

Essayons maintenant de voir si cette nouvelle tactique est juste. Il est exact que pour permettre une lutte victorieuse du prolétariat contre la réaction et contre l'offensive du capital, il faut entraîner à cette lutte les couches inférieures de la petite bourgeoisie et en parti-

culier la paysannerie pauvre, il faut neutraliser d'autres couches, telles que la paysannerie moyenne. Il ne s'agit pas d'unités ou d'alliance à tout prix. Il est juste que nous devons être prêts à soutenir tout effort réel de ces couches pour le maintien des libertés démocratiques, pour la résistance aux attaques des bandes soudoyées par la réaction.

Mais de quelle lutte s'agit-il? Qu'est-ce qu'une *lutte effective* pour les libertés démocratiques? De *quelle façon* devons-nous entraîner les couches petites bourgeoises à cette lutte? Que peut-on appeler *effort réel* de ces couches contre la réaction? De *quelle façon* soutenir de tels efforts?

C'est justement à ces questions qu'il faut donner avant tout des réponses claires si l'on ne veut pas glisser dans le confusionnisme et dans l'opportunisme. C'est ce qu'il faut discuter et clarifier dans tout le parti de façon que le parti tout entier de haut en bas et de bas en haut puisse élaborer lui-même sa tactique.

Qu'est-ce qu'une lutte effective pour les libertés démocratiques?

Dans la lutte pour les libertés démocratiques, comme dans la lutte pour n'importe quelles réformes, ce qui importe, pour un marxiste, ce n'est pas uniquement la réforme, mais

aussi la façon dont elle sera obtenue.

Pour un réformiste, c'est le contraire. Il s'agit d'obtenir la réforme « à tout prix ». Compromis, négociations au sommet, engagements et pactes, combinaisons de coulisse avec les représentants des divers partis, soutien parlementaire, voilà l'essentiel des moyens employés dans l'espoir que le gouvernement au pouvoir promulguera enfin la réforme ou la mesure en question. La théorie marxiste a montré et l'histoire a vérifié à la fois la duperie d'une telle méthode qui aboutit au « réformisme sans réforme », ses répercussions néfastes sur le parti du prolétariat qu'elle tend à ravalier au niveau du démocratism bourgeois.

Le rôle d'un parti communiste, son activité dans la période présente, devrait en somme se résumer à la préparation objective et subjective de la prise du pouvoir par le prolétariat. Tout le reste est subordonné à cette tâche fondamentale. Et les réformes, l'obtention de libertés démocratiques ou la consolidation de ces libertés ne peuvent être que « le sous-produit de l'action révolutionnaire des masses ».

Aussi pour nous, pour n'importe quel marxiste, la lutte effective pour les libertés démocratiques, c'est avant tout l'action révolutionnaire des masses. La lutte pour les libertés démocratiques ne peut être effective que si elle progresse dans ce sens. Toute l'activité du parti et de sa direction dans le moment présent devrait se concentrer sur cette tâche essentielle. Le contenu de sa presse, de ses meetings, de ses propositions concrètes au parti socialiste, etc..., devrait convaincre les masses ouvrières de la nécessité urgente de cette action, critiquer ceux qui l'empêchent ou qui la négligent, et dans chaque cas, à chaque occasion, donner des directives concrètes sur ce que doit être la forme la meilleure de cette action révolutionnaire des masses.

Mais depuis la Conférence nationale du parti, la direction du parti a-t-elle essayé sérieusement d'organiser une seule de ces actions? En montre-t-elle seulement la nécessité par des démonstrations systématiques dans sa presse, dans son travail syndical, dans les meetings, etc...?

Né voit-on pas, au contraire, que depuis la signature du pacte — et surtout depuis l'adoption de la « nouvelle tactique » — elle se tait systématiquement sur ces « violences »? Tous les efforts de sa presse et toute son activité ne tendent-ils pas, au contraire, à dissuader les masses de l'emploi de telles méthodes sous le prétexte que cela effrayerait les classes moyennes et les radicaux qu'il faut conquérir?

Actuellement, l'essentiel des efforts de la direction du parti n'est-il pas dirigé dans le sens d'appels en vue de convaincre les radicaux et de se concilier les bonnes grâces de leurs dirigeants réputés « gauches »? Sa préoccupation essentielle n'est-ce pas de camoufler notre figure, nos buts derrière les souvenirs patriotiques et nationaux de 1789; ne s'engage-t-on pas trop dans les entrevues et les parlottes permanentes avec les dirigeants socialistes au Comité de Coordination?

Cette orientation ne domine-t-elle et n'étouffe-t-elle pas ce qui devrait être l'orientation fondamentale: la lutte effective contre le gouvernement de la « trêve »?

Seulement par cette action de masse avec comme objectif immédiat le renversement du gouvernement d'union nationale ou des gouvernements analogues, le front unique de lutte entre partis socialiste et communiste pourra progresser et atteindre à des formes supérieures.

L'unité d'action ne peut être féconde que si elle progresse dans ce sens, vers des formes supérieures de lutte, vers de vastes perspectives révolutionnaires. Mais les dirigeants du parti croient-ils qu'il existe actuellement des perspectives révolutionnaires? S'ils le croient, ils se gardent bien de les montrer (1). Ils montrent sans cesse des perspectives d'instauration du fascisme en France, mais où et quand, au cours de ces derniers mois, ont-ils montré quelles vastes perspectives révolutionnaires ouvrirait, par exemple, le renversement du gouvernement réactionnaire par la grève générale?

Au lieu de tendre toutes les forces du parti vers cette orientation, la direction du parti soupire après un gouvernement radical qui s'engagerait solennellement à appliquer, pour de bon, cette fois, le programme de mai 1934 ou celui de mai 1932! D'un œil consentant et sympathique, elle regarde Frossard mener dans le parti socialiste sa campagne pour le « Front de la république » et pour la participation socialiste au « gouvernement de défense de la République »!

Au moment où les masses peuvent déclencher de vastes mouvements contre les menaces réactionnaires, la direction du parti, au lieu de montrer au prolétariat l'issue révolutionnaire et les méthodes révolutionnaires nécessaires, ce qui est le rôle essentiel du parti, tourne son attitude sur des combines parlementaires, sème ainsi la confusion dans les rangs du prolétariat sur la question du vrai chemin de la révolu-

(1) Voir, par exemple, l'attitude de Cachin et de Thorez lors de l'entrevue avec Vandervelde et Adler. (*L'Humanité* du 8 novembre.)

tion, sur les méthodes à employer et bouche son horizon révolutionnaire avec l'écran pisseux du « bon gouvernement radical ».

Comment entraîner les masses petites bourgeoises à la lutte ?

Il faut, nous dit-on, conquérir les paysans pauvres et les petites gens. D'accord! Cent fois d'accord. Mais les conquérir à l'idée de la lutte de masse aux côtés du prolétariat révolutionnaire dans ses manifestations, ses grèves, son action directe d'autodéfense! C'est à l'action révolutionnaire du front unique prolétarien fécondé par une politique juste du parti communiste qu'il faut associer les masses petites bourgeoises. La seule politique possible pour un parti communiste c'est une politique visant à entraîner de larges masses petites bourgeoises à l'action révolutionnaire qui seule peut les débarrasser de leurs illusions réactionnaires, patriotiques, démocratiques et parlementaires.

Pour le prolétariat révolutionnaire ce n'est pas conquérir les masses semi-prolétariennes et la paysannerie pauvre que de se présenter passifs sans autre « action » que des meetings. C'est au contraire perdre les masses petites bourgeoises qui veulent lutter, c'est les désillusionner sur le compte du prolétariat, c'est permettre soit le raffermissement de leur attachement au parti radical, soit, pour peu que leur situation empire, en faire une proie facile à la démagogie fasciste. Ce n'est pas conquérir ces masses, que de s'adapter à elles, à leurs préjugés nationalistes et pacifistes. Ce n'est pas conquérir les masses laborieuses des anciens combattants que de faire manifester le 11 novembre les membres de l'A.R.A.C., sans chants révolutionnaires, ni drapeaux rouges, derrière les drapeaux tricolores et de leur faire prononcer un serment où l'on jure « de défendre les libertés pour lesquelles se sont sacrifiés les morts que nous honorons ». Ainsi, on en est à déclarer que la guerre de 1914 fut une guerre de défense des libertés démocratiques! Ce n'est pas conquérir des masses petites bourgeoises que de camoufler à leurs yeux les moyens spécifiques de lutte du prolétariat et les objectifs intégraux du prolétariat, c'est à la fois désarmer le prolétariat et empêcher les progrès de l'idée révolutionnaire dans les masses petites bourgeoises.

Soutenir tout effort réel pour le maintien des libertés démocratiques, soutenir une série de revendications progressives des petits artisans et commerçants, des paysans, des anciens combattants, etc...? D'accord! Cent fois d'accord!

Mais cela signifie: soutenir des mouvements tels que la grève de l'impôt, la grève des loyers, les manifestations paysannes dans les marchés, contre les saisies, etc..., soutenir les contre-manifestations populaires contre la propagande réactionnaire des francistes, des Jeunesses Patriotes ou des Croix de Feu.

Ne faut-il pas avoir sombré dans le crétinisme parlementaire pour penser un seul instant que tout effort *réel* pour le maintien des libertés démocratiques signifie soutenir les gymnastiques et les ambitions de Daladier, Caillaux, applaudir aux marchandages de M. Bienvenu Mar-

tin ou pratiquer à l'égard d'un gouvernement de « gauche » une politique de soutien!

Et de quelle façon soutenir les luttes réelles des masses petites bourgeoises et élever leur niveau? En s'abstenant, comme le fait le parti, de critiquer les ministres radicaux? En présentant les manœuvres des dirigeants radicaux comme des efforts sincères et efficaces? Bien au contraire. En montrant que ces dirigeants et que toute la politique du parti radical ne visent qu'à duper et désorienter les masses petites bourgeoises. En déclanchant des actions prolétariennes de solidarité pour tout mouvement ou tentative de mouvement des masses petites bourgeoises des villes et des campagnes.

C'est précisément ce que ne fait pas, ne tente même pas de faire, la direction du parti communiste qui tourne littéralement le dos à cette conception de l'alliance avec les paysans pauvres et les couches inférieures de la petite bourgeoisie des villes. Au lieu de les orienter vers une lutte *réelle* on les oriente vers une « lutte » parlementaire. Au lieu d'élever leur niveau de lutte, on abaisse à leur niveau la lutte du prolétariat.

Au lieu de dissocier la petite bourgeoisie du parti radical, on renforce ses illusions en la capacité de ce parti, on enraye la crise du parti radical de la même façon que l'on a enrayé celle du parti socialiste.

Un tel front populaire ne serait pas autre chose qu'un nouveau « Bloc des Gauches » dans lequel serait compris et au niveau duquel s'abaisserait le parti communiste.

On pourra peut-être, par des paroles « orthodoxes », prétendre que le parti travaille par le moyen du « Front Populaire » à être à la tête des masses. Mais ce ne sont pas les paroles qui comptent, c'est la politique réelle. Or, cette politique aboutit à être à la remorque des masses petites bourgeoises et non à leur tête. Nul ne pourrait ajouter foi à ces paroles tant que le parti communiste n'aura pas catégoriquement répudié les fausses conceptions du pacte, du Front Populaire comme « élargissement » de ce pacte, et les fausses conceptions relatives à l'attitude adoptée depuis plusieurs mois relativement aux « classes moyennes ».

Pour l'action révolutionnaire des masses ou pour un néo « millerandisme »?

La direction du parti envisage le soutien éventuel d'un gouvernement de « gauche ». Le 8 novembre, *l'Humanité* publie ce qu'elle appelle « un important ordre du jour » du groupe parlementaire S.F.I.O. dans lequel les dirigeants socialistes unanimes se déclarent prêts à participer à un ministère de « gauche ». Non seulement on se garde bien de dénoncer cette politique qui fut stigmatisée par les marxistes lorsqu'en 1899 les jaressistes soutinrent la participation de Millerand au ministère de « Défense de la République », mais on la présente sous un jour favorable en information « que cette participation serait vraisemblablement conditionnée par les exigences suivantes: 1° Désarmement des ligues fascistes; 2° Lutte contre la crise économique et le chômage; 3° Défense des libertés démocratiques et ouvrières. »

Plus que jamais, au lieu d'orienter les masses vers l'action révolutionnaire, on les oriente vers les combines parlementaires et gouvernementales.

Il faut donc reprendre les arguments formulés voici 35 ans par les marxistes de la 2^e Internationale contre cette orientation typiquement opportuniste de la direction du parti communiste!

Un gouvernement radical sans ou avec la participation socialiste peut-il réaliser des réformes?

Il accordera des réformes qui seront profitables à la classe ouvrière seulement s'il y est contraint par l'action révolutionnaire des masses, si le parti du prolétariat n'est lié directement ou indirectement avec lui, si le parti du prolétariat mène contre lui une vigoureuse opposition de principes et une critique impitoyable de ses hésitations. Telle était la position formulée par Rosa Luxembourg et par Lénine et qui fut tellement vérifiée et archivifiée par l'histoire, et surtout en France après deux expériences du Cartel des gauches et une quantité de gouvernements radicaux, qu'on a honte d'avoir à la rappeler.

Or, la position actuelle de la direction du parti est en contradiction absolue avec ces exigences élémentaires et classiques. Depuis un certain temps, et surtout depuis le début d'octobre, elle fait croire aux masses qu'il peut y avoir un bon gouvernement radical, elle ne critique pas les ministres radicaux, elle glorifie la sagesse des sénateurs radicaux. Elle se garde bien d'opposer nos principes à ceux d'un tel gouvernement.

Depuis la signature du « pacté », le parti communiste, en s'interdisant toute critique du parti socialiste, se lie à lui. Avec la participation éventuelle du parti socialiste au gouvernement, le parti communiste se trouvera vis-à-vis du gouvernement dans une situation analogue à celle des opportunistes de 1899 qui soutenaient Millerand. Cette situation serait encore bien pire avec la constitution du fameux « Front Populaire » avec les radicaux. Mais dès à présent la ligne de tractations avec les radicaux et d'abaissement du programme du parti au niveau des préjugés des masses radicales tend à lier le parti communiste à un tel gouvernement.

Enfin la direction du parti ne travaille pas essentiellement à préparer et à déclencher l'action directe des masses pour tel ou tel objectif concret. Toute sa politique actuelle tourne le dos à l'action de masse, et elle envisage le soutien parlementaire de ce gouvernement sympathique. Au fond, la direction du parti communiste envisage de reprendre à son compte la fameuse « tactique de soutien » qui fut celle du parti socialiste en 1924 et 1932!

A peine sortie de l'ornière sectaire où elle croupissait depuis des années, arrivée au carrefour de la voie révolutionnaire et de la voie opportuniste, sous la direction de l'Internationale Communiste, la direction du parti s'est, sans hésiter un seul instant, engagée à fond dans cette dernière.

Une fois de plus se trouvent illustrées les méthodes qui menacent de conduire le parti à la ruine. Plus que jamais s'avère nécessaire le redressement du parti.

Marcel BRÉVAL.

PROBLÈMES ACTUELS

Y a-t-il un mouvement fasciste en France?

Tous dans le même sac. Il n'y a pas encore longtemps, pour la direction du P.C.F., tous les partis bourgeois en France étaient des partis fascistes et le parti socialiste lui-même — « social-fasciste ». Un beau jour de juin 1934 un miracle s'est produit dans la vie politique: Blum, Zyromsky, Pivert cessèrent d'un seul coup d'être fascistes et devinrent antifascistes, alliés fidèles du P.C. Un changement non moins prodigieux est survenu dans le camp radical. Touchés par la baguette magique de Thorez les grands chefs radicaux se transformèrent de sales fascistes qu'ils étaient en bons républicains prêts à défendre au prix de leur sang les libertés démocratiques.

N'a-t-on pas, en effet, entendu Thorez à Bullier, en octobre, citer avec tendresse Raoul Aubaud, secrétaire général du parti radical, et conclure: « Aubaud appelle à la lutte contre le fascisme! » Et Cachin a fait mieux encore. Le lendemain de la « révolte » des sénateurs radicaux contre la réforme constitutionnelle de Doumergue, le chef officiel du parti communiste a déclaré textuellement:

« Sans doute un pareil péril (fasciste) favorisé par la complicité du pouvoir, n'a pas échappé aux sénateurs *dépositaires des traditions jacobines*. Ils ont déclaré la guerre à Tardieu-Doumergue. » (*Huma*, 23 octobre 1934, souligné par nous.)

Qui eût pu imaginer, il y a un an, que l'organe central du parti communiste, pour lequel Zyromsky était « social-fasciste le plus dangereux », serait le seul journal de gauche à prendre au sérieux le sursaut sénile de vieilles barbes radicales du Sénat! On aura décidément tout vu.

Chose étrange! Malgré qu'il eût perdu tant d'adhérents aussi précieux, le fascisme en France progresse, paraît-il, toujours. C'est au moins la thèse commune du *Populaire* et de *l'Humanité*. Mais on chercherait en vain de se rendre compte, d'après ces deux journaux, quelle est l'exacte signification de ce mot « fascisme ». Au lieu d'éclaircir ce problème capital, ils s'emploient à qui mieux mieux d'en obscurcir les données. A en croire Blum, par exemple (discours de Narbonne), Briand était déjà fasciste quand il matait la grève des cheminots en 1908. Un autre théoricien socialiste, André Leroux, fit une découverte historique non moins sensationnelle: ce sont les fascistes qui ont noyé dans le sang la Commune de Paris.

En attendant d'autres révélations, pareilles, peut-être, sur le fascisme

au moyen âge ou dans l'antiquité, voyons où *l'Humanité* et le *Populaire* voient le fascisme en France, au seuil de l'hiver 1935.

Le danger du fascisme en France est très grand, presque immédiat. Doumergue le prépare activement et son gouvernement est un gouvernement « préfasciste ». Tout ce qui est à droite de Herriot c'est déjà du fascisme pur sang, ou presque. Tardieu? Tantôt on l'appelle fasciste, tantôt on atténue la formule. Dans les larges masses on a accredité la croyance qu'il est un des chefs du fascisme français.

Conformément à cette appréciation, la direction du P.C.F. tire les conclusions tactiques suivantes: le but essentiel, primant tous les autres, c'est de barrer la route au fascisme. C'est lui l'ennemi principal. La lutte contre l'Union nationale est subordonnée strictement à la lutte contre le fascisme. On combat Doumergue avant tout comme fourrier du fascisme. Après avoir fait le bloc avec les socialistes, on cherche une alliance avec les radicaux de gauche et de plus en plus avec les radicaux tout court. On crée un vaste « front populaire » contre le fascisme.

Il faut battre le fascisme à tout prix, disent les dirigeants du parti. Et ils font croire aux ouvriers que pour atteindre ce but aucune concession n'est trop chère. Le P.C. en fait aux socialistes qu'il ne combat plus, à la C.G.T. dont il fait siens les principes idéologiques, aux radicaux qu'il amadoue avec « l'amour du pays ». On roule si rapidement sur la pente savonnée des abdications idéologiques que Zyromski et même Lebas — quelle ironie! — commencent à critiquer les thèses et propositions du C.C. comme trop... opportunistes (1).

Et toutes ces capitulations idéologiques en attendant d'autres, la direction du P.C.F. les fait avaler aux ouvriers communistes en agitant désespérément devant eux le spectre menaçant du fascisme.

Mais qu'est-ce au fond le fascisme?

L'I.C. et le fascisme. C'est l'I.C. hélas! qui elle-même contribua à embrouiller tellement la notion du fascisme que celle-ci a perdu toute sa signification spécifique. Depuis quelque temps, tous les gouvernements réactionnaires sont baptisés par l'I.C. de fascistes. Horty est fasciste, Pilsudski fasciste, feu Alexandre fasciste, Tataresco fasciste et ainsi de suite. Tous les pays d'Europe, à peu d'exception près, sont gouvernés par le fascisme. Du reste, les Etats-Unis n'y ont pas échappé non plus. N'avait-on pas lu, dans *l'Humanité*, que Roosevelt était fasciste, son N.R.A. fasciste, son général Johnson fasciste?

Mais qui trop embrasse mal étreint. A force de servir à qualifier tous les gouvernements et partis bourgeois, le mot fasciste se démonétisa complètement. Il est devenu soit un synonyme de chaque réaction capitaliste, soit un surnom péjoratif politique vulgaire ne signifiant pas grand'chose, ni pour celui qui le lance, ni pour celui qui l'encaisse.

(1) Cf. *Le Popu* du 5 novembre 1934, compte rendu de la conférence de la fédération S. F. I. O. du Nord, discours de Lebas.

De nombreux camarades penseront probablement que nous avons tort de chercher querelle à la direction du parti sur l'emploi du terme fascisme qui, diront-ils, sert à mobiliser les masses, même si souvent il est employé mal à propos. C'est une opinion erronée. Plus loin nous essayons de montrer comment les cris paniques sur le fascisme démobilisent les masses ouvrières au lieu de les pousser à la bataille. Pour l'instant, nous voulons rappeler seulement l'expérience douloureuse du P.C. allemand. Les masses allemandes auxquelles on faisait croire faussement que Brüning, Papen, Schleicher réalisaient la dictature fasciste, ne pouvaient se pénétrer de la conscience du danger formidable que représentait Hitler. La fable du berger qui crie au loup se vérifia cruellement sur le dos du prolétariat allemand.

Les camarades qui sont prêts à nous condamner comme raisonneurs ou chicaneurs sur les mots devraient se souvenir des torts que la théorie du social-fascisme fait à la cause du front unique et tirer une leçon de la manière si discrète que la direction a employée pour la mettre hors d'usage.

En effet, l'aveu de la fausseté profonde de la théorie du social-fascisme est attesté suffisamment par le pacte conclu avec les P.S. précisément pour la lutte contre le fascisme. Mais la direction n'avoue pas devant ses membres qu'elle s'était trompée. Sans avoir l'air de rien, en un tournemain, elle change de fond en comble toute son appréciation de la S.F.I.O. Plus de social-fascisme. Mort et enterré. Evidemment, tout le monde ne peut que se réjouir de cet accident heureux qui coûta la vie au frère jumeau du fascisme. Mais cette mort illustre, n'appela-t-elle pas un petit filet nécrologique, quelques mots d'adieu pour l'édification des camarades soucieux de comparer les thèses d'hier à celles d'aujourd'hui?

Cette manière de la direction de traiter ses propres théories, qui pourtant, pendant de longues années, furent à la base de son activité, doit inciter selon nous chaque camarade de vérifier cent fois les thèses qu'on veut lui faire adopter aujourd'hui, celles sur le fascisme en particulier. Car le prolétariat français court le grave risque de payer les fautes idéologiques de son parti communiste comme les a payées le prolétariat allemand.

Fascisme et réaction font deux.

Sans entrer dans l'analyse détaillée de la notion du fascisme qui sera l'objet d'une étude à part dans notre revue, il nous faut cependant en déterminer quelques caractères essentiels.

On s'accordait autrefois dans l'I.C. de considérer le fascisme comme une forme toute particulière de la réaction capitaliste, surgie après la guerre, dans l'époque où commença la révolution socialiste mondiale. La direction de l'I.C. s'opposait aux essais d'assimilation du fascisme à d'autres formes de la réaction capitaliste.

« On a placé le fascisme, disait Clara Zetkin dans un rapport au C.E. de l'I.C., sur le même plan que la terreur blanche de Horty. Or, il faut distinguer entre le fascisme et la terreur hongroise qui a succédé

à la révolution prolétarienne et qui n'était qu'une vengeance de la bourgeoisie. Les méthodes sont identiques, mais les principes sont différents. » (*Huma*, 30-VI-1923.)

Autrefois les théoriciens de l'I.C. mettaient en relief le fait que la particularité essentielle du fascisme consiste en ceci qu'il accède au pouvoir poussé par un mouvement des masses petites bourgeoises dont il est l'émanation même. Né de la déception de la petite bourgeoisie vis-à-vis de tous les partis bourgeois traditionnels, déçue par le prolétariat incapable de faire sa révolution, ce mouvement est dévié par la grande bourgeoisie essentiellement contre les organisations prolétariennes, contre le communisme. Il fait surgir un nouveau parti politique à idéologie toute spécifique, profondément réactionnaire, chauvine et impérialiste, pour conquérir le pouvoir il appelle à la vie des milices armées composées des éléments déclassés de la petite bourgeoisie et du prolétariat.

C'est l'expérience italienne qui fournissait la base des études sur le fascisme. Mais lorsque le fascisme commença à menacer l'Allemagne, toutes les anciennes théories étaient déjà oubliées. Pour le P.C.A., le fascisme, comme nous l'avons vu, est devenu un monstre informe se réalisant tour à tour dans tous les gouvernements, tous les partis, sauf le parti communiste. Et l'argument suprême contre ceux qui essayaient d'évoquer l'exemple italien était invariablement le même: « L'Allemagne n'est pas l'Italie. » Le fascisme allemand revêt des formes particulières, il se réalise dans... la démocratie bourgeoise. En réalité, en Allemagne comme en Italie, malgré les différences de couleur locale, le fascisme a anéanti la démocratie bourgeoise, liquidé le parlementarisme, étouffé toute opposition, dissout tous les partis. Après la défaite allemande, l'I.C. continua la vieille chanson: « L'Allemagne n'est pas l'Italie. » L'histoire a accordé à Hitler de « courts délais », le fascisme allemand est mort-né. Et après le 30 juin, Cachin, fidèle aux enseignements de l'I.C., proclama à Bullier la fin de l'hitlérisme.

Cependant, la dictature fasciste de Hitler ressemble dans ses traits essentiels à celle de Mussolini. Les mêmes causes sociales et politiques sont à l'origine des deux. Comme en Italie, le prolétariat allemand s'est avéré incapable d'utiliser la situation révolutionnaire pour prendre le pouvoir malgré la possibilité de trouver l'appui de la petite bourgeoisie. La déception vis-à-vis du prolétariat la repoussa dans les bras du fascisme. La vie politique en Allemagne prend peu à peu l'aspect de celle d'Italie. Les deux fascismes ont beau différer à beaucoup d'égards, leur essence politique reste la même. Il apparaît qu'aucune forme de la réaction n'a été jusqu'ici capable de paralyser aussi efficacement les forces du prolétariat. Car aucune n'a pu leur opposer ce mouvement spontané, hystérique, « enragé », combatif, plein de dynamisme contrerévolutionnaire qui constitue précisément le trait spécifique du fascisme.

Le fascisme montant vers le pouvoir réalisa en fait le bloc temporaire de la grande et de la petite bourgeoisie sur le programme de la destruction du mouvement ouvrier. Le prolétariat s'est trouvé isolé socialement, ce qui le démoralisa intérieurement et le rendit incapable

de résistance. Et la victoire du fascisme avec la répression inouïe qui l'accompagne, permit à la bourgeoisie d'organiser un système d'oppression qui rend très difficile au prolétariat de sortir de son état d'éparpillement. Et lorsque la petite bourgeoisie dégrisée commence à se détourner du fascisme, elle ne trouve du côté opposé qu'un prolétariat décapité.

Ce bref rappel des précédents allemand et italien permettra aux lecteurs de saisir plus facilement les données du problème du fascisme en France.

La petite bourgeoisie française et le fascisme. Pour répondre à la question où en est le fascisme en France, il faut se demander avant toute autre chose où en est la petite bourgeoisie. Quels processus politiques s'opèrent dans son sein?

Le régime démocratique en France trouve un appui puissant dans les classes moyennes. Le « Français moyen », petit et moyen paysan, petit commerçant, artisan, employé, etc., forme la base même de la république démocratique. Les couches sociales entre le prolétariat et la grande bourgeoisie influencent la vie politique en France, surtout par l'intermédiaire du parti radical.

La guerre n'a pas produit en France les bouleversements sociaux et politiques aussi importants qu'elle provoqua dans les pays vaincus. En France, il n'y eut pas, après la guerre, de commotions révolutionnaires de même ampleur qu'en Allemagne ou en Italie. La petite bourgeoisie n'a pas eu à souffrir aussi profondément qu'en certains autres pays de la désorganisation et du chaos dans la vie économique. De même, les sentiments patriotiques, l'orgueil national du petit bourgeois français ne furent pas blessés (contrairement à ce qui se passait en Allemagne et en grande partie en Italie) par l'issue de la guerre. Ainsi une série de causes, dont l'analyse reste à faire, a déterminé qu'aux yeux de la petite bourgeoisie le régime traditionnel avec son système des partis d'avant-guerre, ne s'est pas présenté compromis au moment où les trônes croulaient dans l'Europe centrale et où la révolution victorieuse déferlait sur la Russie.

Après la guerre, en France, la vie politique recommença à se dérouler dans les cadres traditionnels de la lutte parlementaire, soumise au jeu de bascule électorale. La grande masse d'électeurs resta figée dans son conservatisme politique, votant dans sa majorité soit pour les radicaux, soit pour les modérés et regarda, avec méfiance, mais sans haine, du côté du prolétariat, où le parti socialiste se cassait en deux sous la puissante influence de la révolution russe.

Ainsi on a eu, en 1919, une majorité de droite, 1924 celle de gauche, 1928-droite, 1932-gauche.

Nous n'avons nulle intention d'affirmer que rien n'est changé en France. La France n'a pas échappé à la crise de la démocratie bourgeoise — phénomène caractéristique pour la période d'après-guerre dans nombre de pays —. Les proportions qu'y ont pris le mouvement réactionnaire antiparlementaire et le mouvement communiste révolutionnaire en sont une preuve suffisante. Mais jusqu'ici cette crise de confiance envers la démocratie bourgeoise n'a pas encore pris en

France le caractère d'une « vague de fond » dans la grande masse de la petite bourgeoisie. Le petit bourgeois français suit encore dans sa grande masse les partis traditionnels.

Le régime démocratique y commence à craquer, c'est un fait. Mais ce processus ne fait que commencer. Le lendemain des élections cantonales, Kerillis s'écrie, furieux:

« Le pays marque encore une insouciance désespérante devant les dangers qui le menacent à l'intérieur et à l'extérieur. On chercherait en vain une trace de l'enthousiasme civique et collectif qui permet à plusieurs nations voisines de remonter la pente. Les vieux virus politiques demeurent. L'esprit nouveau ne souffle pas encore! (*Echo de Paris*, 8 octobre.)

Les élections cantonales et toutes les élections partielles montrent invariablement que le parti radical reste encore profondément ancré dans les masses petites bourgeoises. Ce n'est pas un hasard que justement, après ces élections, les radicaux changèrent de ton envers la réaction. Or, tant que les masses suivront le parti radical, cela signifiera qu'elles ne veulent pas de changement de régime démocratique.

« Le parti radical, dit Emile Buré, parti des classes moyennés, a un rôle « d'amortisseur » à remplir dans les luttes politiques de notre démocratie. S'il disparaît complètement, ces luttes deviendront de plus en plus violentes jusqu'à dégénérer en guerre civile. Notre pays aura à choisir entre le bolchévisme et le fascisme. » (*Ordre*, 17-IV-34.)

Mais, n'enfonçons-nous pas des portes ouvertes en nous attachant à démontrer ce qui est l'évidence même et dont personne ne doute aujourd'hui, à savoir que radical n'est pas fasciste et vice-versa?

Peut-on être sûr que les théories sur un seul camp fasciste englobant aussi socialistes et radicaux sont définitivement abandonnées? Laissons pour l'instant de côté cette question. Tant qu'une autocritique sévère et honnête n'est pas faite, leur retour est toujours possible. Mais aujourd'hui un autre danger se dessine de plus en plus nettement: L'appréciation erronée sur le développement du fascisme en France voile au prolétariat les larges perspectives qui s'ouvrent devant lui, dans sa lutte pour le pouvoir à l'étape historique actuelle.

Le 6 février.

Comment apprécier le sens du 6 février?

De cette appréciation dépend, dans une grande mesure, toute la perspective.

Le Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme donne l'appréciation suivante du 6 février, basée sur les rapports de la Commission d'enquête parlementaire et de sa propre commission d'information:

« Le 6 février a été une émeute contre la représentation nationale, un coup de force dirigé contre le régime parlementaire. Le mouvement a été préparé de longue main et exécuté au moment où, par suite des circonstances: crise, déceptions politiques accumulées, scandale Staviski, — l'opinion paraissait la mieux préparée à accepter une intervention violente. La technique des manifestations de janvier, et celle même employée lors de la journée décisive, démontre que le 6 février

ne fut pas un mouvement spontané, mais une entreprise préméditée et calculée. »

Nous croyons que cette caractéristique met en lumière les traits saillants du 6 février:

Sur la base d'une certaine effervescence qui s'empara de la petite bourgeoisie parisienne, excitée par les scandales financiers-politiques, chauffée à blanc contre le parlementarisme, les radicaux, les partis ouvriers, la clique Tardieu-Chiappe-Doumergue organise une émeute pour exercer la pression sur le parlement, chasser le gouvernement impuissant de Daladier et imposer un gouvernement de droite à forte poigne.

Mais cette émeute ne répondait pas à l'état d'esprit et aux dispositions de l'ensemble du pays. Il ne faut jamais perdre de vue que les quartiers aisés de Paris, son Université et ses différentes écoles forment un centre de la réaction française, que la province a souvent des attitudes opposées. Tous les événements politiques survenus après le 6 février, échec écrasant de la tournée de propagande du Front National, fiasco des démonstrations des Croix de Feu le 8 juillet, désagrégation du mouvement ancien combattant après les décrets-lois, élections, indifférence de Paris à la chute de Doumergue et fiasco des démonstrations des J.P. — tous ces faits montrent que le 6 février n'a pas eu de suites attendues par ses promoteurs.

Imaginons-nous, en effet, pour un instant, les manifestants du 6 remportant une victoire, s'emparant du Palais-Bourbon, chassant gouvernement et parlement, installant une dictature avec, disons, de la Roque, Taittinger, Daudet. Ce gouvernement, impuissant à opposer au prolétariat et à l'immense majorité du peuple, une autre force que les quelques dizaines de milliers de matraqueurs, aurait été suspendu dans le vide.

Les dirigeants du P.C. et du P.S. ne comprennent visiblement pas la signification du fait que les ligues « fascistes » n'ont actuellement pas d'appui solide dans le peuple. Marceau Pivert, quelques jours après les élections cantonales, appréciait ainsi la situation en France:

« Si l'impuissance de l'Union nationale conduit le gouvernement à négocier avec l'équipe fasciste pour lui ouvrir les voies au pouvoir, alors la situation sera celle qui s'est produite lorsque Hitler fut nommé chancelier après tractations avec Hindenburg. » (*Populaire*, 20-X-1934.)

Pivert oublie un « petit détail »: au moment où Hindenburg se décida de confier le pouvoir à Hitler, ce dernier avait derrière lui non seulement l'immense majorité de la petite bourgeoisie, mais même un grand nombre de prolétaires. A ce moment, le prolétariat était déjà isolé politiquement dans la société allemande. Des millions de petits bourgeois pressaient Hitler de prendre le pouvoir et d'en finir avec la démocratie, le socialisme et le communisme. Et chez nous aujourd'hui la supposition même que nous venons de faire d'un gouvernement pré-

sidé par les chefs des ligues « fascistes » semble ridicule, tant cette possibilité est invraisemblable. Et pour cause.

Car le rôle objectif *actuel* de toutes ces lignes n'est pas la conquête du pouvoir pour installer un régime fasciste en France, mais le soutien de la réaction symbolisée par le nom Tardieu. Que les gens du 6 février soient ou non fascistes, cela ne change rien au fait objectif que leur émeute a servi surtout la politique de la réaction traditionnelle. Car le temps n'est pas venu encore en France pour faire une autre politique réactionnaire que celle de Tardieu-Doumergue. Il est très caractéristique que la préparation de la nouvelle émeute est liée avec la réforme constitutionnelle de Tardieu.

On ne peut mettre sur le même pied les sections d'assaut de Hitler ou les milices de Mussolini et les ligues françaises actuelles. Les ligues, ce sont des organisations militarisées armées qui jouent le rôle des troupes auxiliaires des partis traditionnels réactionnaires, elles ne s'appuient pas sur un mouvement fasciste petit bourgeois de masses, n'en constituent guère des points de cristallisation. Dans ces conditions, elles ne peuvent pas jouer aujourd'hui, malgré une certaine phraséologie anticapitaliste et sociale, un rôle politique indépendant par rapport à la réaction traditionnelle. Nos ligues rappellent plutôt les casques d'acier allemands ou les Heimwehren autrichiens incapables d'isoler le prolétariat de la petite bourgeoisie, de l'éparpiller ne fût-ce que temporairement, d'allier la violence à la mobilisation des masses considérables sous le drapeau de la contre-révolution. Une de ces ligues est-elle apte de devenir le germe du futur mouvement fasciste de masse? C'est une question à part. Aujourd'hui ce n'est pas le cas et on ne peut pas appliquer vis-à-vis des ligues la même tactique qu'on emploierait vis-à-vis du mouvement fasciste de masse.

En Allemagne, à partir de 1930 environ, il y avait deux politiques réactionnaires qui prétendaient s'imposer au pays: celle personnifiée par Hindenbourg et celle de Hitler. Chez nous il n'y a, à l'étape historique actuelle, qu'une seule politique réactionnaire: Tardieu-Doumergue.

Et peu importe que telle ou telle ligue ait copié tout son programme chez Hitler, que Kerillis et Taittinger soupirent après un Mussolini français et que le bouffon Bucard considère son « mouvement » comme seul « véritable fascisme français ». Ce n'est pas l'essentiel. N'est pas fasciste qui veut. L'essentiel est que les conditions objectives — l'état de la petite bourgeoisie — non seulement ne favorisent pas mais rendent pour le moment impossible une politique *indépendante* fasciste en France. Il ne suffit pas qu'il y ait des prétendants fascistes dans le pays pour que celui-ci devienne une réalité.

Et la « fascisation »? Mais vous ne voyez pas la fascisation, s'écrieront les camarades. La réforme constitutionnelle de Tardieu-Doumergue, malgré son échec momentané et partiel, c'est la voie au fascisme. « Poussé par son âme damnée Tardieu, Doumergue s'est engagé dans la voie du fascisme », écrit Cachin. Et cette pensée est répétée sans discontinuer par *l'Humanité* et *le Populaire*. L'Union nationale prépare le fascisme!

On croit, par ces idées, inculquées systématiquement au prolétariat,

renforcer sa résistance à l'Union nationale. En réalité, on ne fait que l'affaiblir. Et voici pourquoi.

En attaquant l'Union nationale, en premier lieu en tant que fourrier du fascisme, on détourne nécessairement l'attention des masses du danger immédiat qu'elle représente comme réalisation dans le présent de la réaction capitaliste. Le schéma de la « fascisation » progressive,

qu'on le veuille ou non, laisse sous-entendre que le pire n'est pas dans le présent, mais dans l'avenir.

Les masses prolétariennes, pensons-nous, n'ont pas besoin d'un spectre fasciste pour que leur haine contre Tardieu-Doumergue se trouve stimulée. Par contre, ce qui leur manque, c'est la claire vision de la perspective de la lutte et l'assurance de ne pas s'y trouver isolées du reste de la population laborieuse. Et c'est ici précisément que la théorie de la « fascisation », au lieu de servir d'un stimulant à la lutte, se transforme en une théorie qui paralyse la politique d'offensive contre le gouvernement actuel.

Cette théorie ne prend absolument pas en considération les processus politiques réels qui se passent dans le pays. Evidemment, essayant de mater le mouvement ouvrier, Doumergue-Tardieu facilitent la tâche dès aujourd'hui au futur dictateur fasciste, s'il doit un jour surgir en France. Mais pour le parti politique chargé de conduire la classe ouvrière à la conquête du pouvoir, l'essentiel pour aujourd'hui n'est pas de mettre en avant les résultats que *peut* avoir la politique Doumergue-Tardieu en cas d'échec du prolétariat, mais de préciser *dans quelle mesure elle crée des conditions pour la victoire de la révolution prolétarienne*.

Or, la théorie du pré-fascisme fait abstraction des contradictions dans le camp de la bourgeoisie, elle ne voit pas que c'est par le choc de ces contradictions que se développe la vie politique dans la société bourgeoise. Abstraitemment, chaque gouvernement prépare les conditions objectives pour celui qui lui succédera, mais pratiquement il fait tout pour imposer au pays *sa propre* politique et non celle de son successeur. Or, l'essentiel est précisément de voir ces contradictions dans lesquelles se développe la politique de la bourgeoisie en France pour pouvoir les utiliser et renverser son pouvoir. Mais comment le faire quand on s'imagine que la bourgeoisie poursuit un plan de longue haleine, méthodique et conscient d'instauration petit à petit du fascisme!

L'histoire du fascisme allemand et italien nous a appris que le fascisme n'est pas créé par la bourgeoisie comme se crée un appareil militaire et policier, mais qu'il surgit *d'en bas* comme expression d'« enragement » de la petite bourgeoisie. Il accède au pouvoir *contre* tous les partis traditionnels bourgeois qu'il anéantit ou soumet. Pourquoi? Parce qu'ils essaient justement à *leur manière* de sauver le capitalisme de la débâcle. Le sort de Schleicher n'est-il pas symbolique à cet égard? Il était, selon l'I.C., le grand « fascisateur » de l'Etat allemand et pourtant, quelques jours avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, il préparait un coup d'Etat militaire *contre le fascisme approchant*.

Abandonné par Hindenbourg, il remit ses projets à plus tard, mais ne cessait de rêver une dictature militaire renversant Hitler. Et ce dernier l'abattit finalement comme un chien. Le P.C.A. ignorait ces luttes intestines au sein de la bourgeoisie allemande avant Hitler, comme les ignore en France le P.C.F. Ce dernier ne voit pas que la bourgeoisie française dans son ensemble, ses dirigeants politiques les plus éminents, ne veulent pas de fascisme en France dans *le moment actuel*. Non parce qu'ils voudraient éviter le massacre aux ouvriers, mais parce qu'ils craignent les bouleversements inévitables que la voie au fascisme provoquerait, l'incertitude de la victoire et l'affaiblissement extérieur de l'Etat. Emile Buré l'explique fort bien:

« La dictature risque toujours de coûter plus cher qu'elle ne rapporte, même lorsqu'elle rapporte beaucoup. Mais elle a une excuse, à vrai dire, décisive: elle est fille de la nécessité, de l'impérieuse nécessité. »

Mais cette nécessité, Buré la craint par-dessus tout, car:

« Un Mussolini... ne peut surgir que d'une terre française bouleversée par les troubles sanglants et prolongés. »

Ces troubles, la bourgeoisie française n'en veut pas. Surtout au moment où elle sent que la petite bourgeoisie se tourne vers le prolétariat.

Mais de nouveau il faut dire ici: qu'elle veuille ou non le fascisme, peu importe, à l'heure actuelle, puisqu'elle ne peut pas le créer. La véritable question à savoir, ce n'est pas ce que « préparent » Doumergue et Tardieu ou Flandin, mais où mène leur politique. Or, la position de la bourgeoisie française est aujourd'hui beaucoup plus faible que ne se l'imaginent les chefs du P.C. et P.S. Elle cherche éperdument à retenir auprès d'elle la petite bourgeoisie par l'intermédiaire du parti radical. La « réforme d'Etat » doit servir de ciment politique entre les radicaux et le gouvernement, entre la grande et la petite bourgeoisie. Mais toute une série de faits montre que cette dernière en aura bientôt assez. Si la crise continue à s'aggraver, elle commencera à abandonner de plus en plus rapidement le parti radical. Et alors?

Feu contre le défaitisme. La direction du P.C. répond: la bourgeoisie essaiera d'instaurer le fascisme. Précisément c'est à cette éventualité qu'elle se prépare déjà. C'est dans cette réponse qu'éclate le manque de perspective révolutionnaire et le défaitisme qui pousse la direction du P.C. aux pires concessions devant les socialistes et les radicaux.

En réalité, comme le montre tout le développement de la situation politique depuis le 6 février, ce n'est pas vers une situation allemande de janvier 1933 que nous marchons, comme le croit Pivert, mais plutôt vers celle de 1923 où le prolétariat allemand, soutenu par une partie importante de la petite bourgeoisie, avait contre lui une bourgeoisie affaiblie à qui, par une politique vigoureuse et hardie, il aurait pu arracher le pouvoir.

C'est pourquoi quand on entend les orateurs des deux partis, communiste et socialiste, faire des rapprochements entre notre situation actuelle et celle d'Allemagne 1933, quand on voit le front unique orienté uniquement vers la défensive dans une situation qui exige de plus en plus une tactique d'offensive — on ne peut douter que c'est le défaitisme et l'esprit de capitulation qui sont le grand danger dans les rangs ouvriers. Ce n'est pas la sous-estimation, mais la surestimation monstrueuse des forces et des possibilités de l'ennemi qui menace aujourd'hui de faire avorter la révolution.

Les communistes qui voient clair doivent, pensons-nous, détruire avant tout l'opinion que le prolétariat ne pourrait, actuellement, en France, que défendre les conquêtes démocratiques, que les possibilités révolutionnaires seraient minimales en France.

Il faut, au contraire, mettre en relief que le fascisme ne pourra se développer dans ce pays que si le prolétariat, en se laissant terroriser par le spectre du danger fasciste, s'accroche à la démocratie petite-bourgeoise et n'utilise pas l'occasion favorable de faire sa révolution, occasion que l'histoire peut lui présenter bientôt.

Le rapport des forces sociales à la veille des batailles décisives change en faveur du prolétariat, c'est le phénomène essentiel de la situation actuelle.

C'est lui qui doit déterminer toute la politique de la classe ouvrière!

P. GARNIER.

De la IV^e à la II^e Internationale

LE CHEMIN QUI A CONDUIT
TROTSKY A LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Après plusieurs mois de discussions, la majorité du groupe français de Trotski (Ligue Communiste) a décidé sa liquidation et son entrée dans la S.F.I.O. Une autre partie, au contraire, se dresse indignée contre la liquidation de la IV^e Internationale et essaye de continuer l'ancienne ligne.

Sous la forme d'une crise idéologique profonde et de scissions successives, se développe devant nos yeux la dégénérescence d'une tendance oppositionnelle de l'I.C., forte autrefois. C'est la banqueroute de la fraction trotskiste.

La direction de l'I.C. triomphe: « Est-ce que nous n'avons pas actuellement la preuve que le trotskisme n'est qu'une agence de la bourgeoisie, l'avant-garde de la contre-révolution? »

Un « front uni » bien étrange s'est formé entre l'I.C. et Trotski: Trotski se sert des défaites de l'I.C. pour masquer sa rupture avec les principes de la III^e Internationale; de l'autre côté, l'I.C. se sert du liquidateur Trotski pour dénoncer toute critique marxiste de sa politique comme « contre-révolutionnaire ».

Tout camarade ayant de l'esprit critique et de l'indépendance dans les rangs de la III^e Internationale, tout ouvrier révolutionnaire sympathisant au communisme, doit tirer les leçons de la capitulation de Trotski devant la social-démocratie. Trotski n'a pas fourni la preuve — comme les chefs de l'I.C. veulent le faire croire — que toute critique de la politique de l'I.C. est contre-révolutionnaire; sa capitulation confirme une fois de plus qu'à côté d'une critique marxiste, créatrice, de la politique de l'I.C., il existe aussi une critique petite-bourgeoise et social-démocrate.

La lutte intransigeante contre les théories pseudo-révolutionnaires de Trotski incombe aux marxistes luttant pour le redressement de l'I.C.

Dans notre article nous nous bornons à examiner les raisons théoriques que l'état-major de Trotski nous donne pour justifier sa capitulation devant la social-démocratie.

*
**

Le représentant de l'état-major trotskiste, le théoricien de la liquidation, c'est Vidal, qui exprime les idées de Trotski (1).

Les arguments de Vidal montrent, au cours d'une discussion de trois à quatre mois, un changement visible de sa conception; il commence avec des arguments tactiques et finit avec un révisionnisme complet. Il ouvre la discussion avec une lettre qui cherche à démontrer que la Ligue court le risque d'être isolée au fur et à mesure que le

courant d'unité des masses et le front uni entre le P.C.F. et la S.F.I.O. se développe: « Celui qui reste en dehors des rangs communs, qui ne critique que de côté, est regardé par la masse comme un obstacle. »

C'est juste dans un certain sens; mais cela confirme que les masses ouvrières, organisées dans les deux partis traditionnels, écartent toute organisation qui prétend être une « troisième force » et qui voudrait en somme hériter des deux autres partis pour devenir « le nouveau parti révolutionnaire ». En quelques mots, Vidal donne la preuve de la banqueroute de Trotski qui a entrepris, en 1933, de créer cette « troisième force », le nouveau parti communiste et la IV^e Internationale. Derrière les phrases résignées de Vidal se cache seulement la confession involontaire de la banqueroute du nouveau parti utopique. En effet, Vidal arrive à la conclusion que la Ligue doit entrer dans un des deux partis, et parce que les portes du P.C.F. lui sont fermées, elle doit entrer dans la S.F.I.O. Ce qui est encore plus facile parce que... « pour nous, il n'y a pas de différence de principes entre les deux partis ou presque aucune ».

Or, indépendamment de la volonté de Trotski et de ses adhérents, il y a une différence de principe entre le P.C.F. et la S.F.I.O.

Le P.C.F. est un parti révolutionnaire parce qu'il se réclame programmatiquement de l'insurrection armée, de la dictature du prolétariat et du système soviétique. Il est un mauvais parti de la révolution prolétarienne parce que, sous la direction actuelle, il décompose son idéologie révolutionnaire et se montre incapable d'organiser de véritables actions des masses révolutionnaires.

Les fautes, les défaites et les faiblesses du parti et de l'Internationale ne résultent pas de son programme, élaboré dans la période de Lénine, mais au contraire de la contradiction existant entre son activité et ses propres principes révolutionnaires, contradiction dans laquelle se meut depuis dix ans la politique du P.C.F. et de l'I.C.

La S.F.I.O. est un parti de la démocratie petite-bourgeoise. Il se réclame programmatiquement de la réforme de la société capitaliste et de la défense du régime bourgeois. Chaque fois qu'il fait, sous la pression des masses, un pas en avant, c'est en contradiction avec ses propres principes bourgeois-réformistes. Si le P.C.F. représente, malgré ses fautes immenses, les intérêts historiques du prolétariat, la S.F.I.O. représente, avec son réformisme, le principe bourgeois au sein du mouvement ouvrier. Du point de vue historique, l'essai de réformer le P.C.F. est progressif tant que le P.C.F. ne renonce pas à ses propres principes, tandis que chaque essai de transformer la S.F.I.O. en un parti révolutionnaire du prolétariat sans extirper ses principes réformistes, et chasser les tenants de ces principes, ne représente qu'une utopie réactionnaire.

La différence fondamentale entre le P.C. et le P.S. est bien connue du prolétariat. C'est pourquoi la crise du P.C. prend des formes tout à fait différentes de celle du parti socialiste.

Vidal considère le parti socialiste comme un parti plus avancé que le P.C.F. Si Vidal s'était donné la peine d'examiner sérieusement les

(1) Bulletin Intérieur de la Ligue Communiste. Juillet-août 1934.

forces objectives qui ont empêché la Ligue de devenir le nouveau parti communiste, il aurait vite reconnu que la réalité rejette toutes les idées de Trozki depuis 1933.

Les mêmes ouvriers révolutionnaires qui refusent catégoriquement d'adhérer au « parti nouveau » de Trozki et qui restent soit dans le P.C.F., soit dans la S.F.I.O., sont pourtant en pleine évolution. Le mécontentement profond des ouvriers communistes causé par la politique du P.C.F. s'exprime en France sous formes différentes montrant aux dirigeants communistes que, par leur politique, ils s'éloignent du noyau prolétarien.

Au sein du parti l'opposition de Saint-Denis représentait le symptôme le plus fort de la crise du parti. En outre, des organisations communistes votaient des deux mains pour la ligne générale, mais réalisaient, en contradiction avec les résolutions du C.C., le front uni avec la S.F.I.O. pour ne pas s'isoler des masses ouvrières.

Depuis le 6 février, dans la S.F.I.O., la poussée à gauche s'est développée rapidement, et en mai 1934 déjà, au Congrès de Toulouse, un tiers des délégués se prononçait pour l'unité d'action avec les communistes.

Vidal ne s'est-il jamais demandé pourquoi les mêmes communistes qui commençaient à se révolter contre la politique de leur C.C. ne voulaient pas rompre avec le parti et l'Internationale? Pourquoi Saint-Denis était-il isolé aussitôt après la rupture de Doriot avec l'I.C.? Pourquoi les ouvriers socialistes de gauche se sont-ils tournés pleins d'espoir vers Moscou qui, jusqu'en mai, les considérait comme social-fascistes? Et pourquoi, au lieu de cela, les ouvriers ne se sont pas rassemblés autour des « drapeaux victorieux » de la IV^e Internationale? Vidal croit-il que ces phénomènes s'expliquent par le conservatisme des masses?

Pour quiconque a suivi sérieusement la crise du mouvement ouvrier français, les choses sont claires: l'ouvrier communiste, mécontent et d'esprit critique, ne quitte que très rarement le mouvement communiste parce qu'il sait que le P.C., malgré ses fautes, est un parti révolutionnaire, que l'I.C. est le parti international de la dictature prolétarienne en U.R.S.S. et en même temps la force progressive dans la société actuelle.

L'ouvrier socialiste révolutionnaire qui arrive à vaincre ses illusions démocratiques apprend par sa propre expérience à comprendre le sens historique de la révolution d'Octobre en Russie et il se tourne vers elle avec sympathie, même si la politique et le régime intérieur de l'U.R.S.S. et de l'I.C. provoquent sa critique.

Mais Vidal néglige toutes ces questions. Il ne voit pas les processus qui se produisent dans les parties les plus avancées du prolétariat, ses regards sont fixés sur les tendances qui s'expriment dans les masses larges du prolétariat, dans les masses qui viennent d'entrer dans l'arène politique. Vidal dit alors: « Ne pas compter avec ce sentiment des masses, puissant et sain au fond, le combattre, ce serait la débâcle. » Vidal reconnaît le caractère progressif du courant spontané vers l'unité.

Mais cette tendance vers « l'unité à tout prix », saluée chaleureusement par Trozki, reflète aussi une illusion des masses. « L'unité à tout prix », exprime l'idéologie des couches ouvrières peu développées, éveillées par les événements du 6 février, et stimulées par la grève générale. « Le P. Communiste et le P. Socialiste ont commis des fautes, ni l'un ni l'autre ne peut agir efficacement seul, pour cela il est nécessaire de s'unifier. » C'est à peu près de cette façon que pensent ces ouvriers dont la conscience de classe s'éveille.

Les ouvriers révolutionnaires avancés, surtout dans la S.F.I.O., ont commencé à reconnaître par leur propre expérience, que la S.F.I.O. n'est point un parti révolutionnaire et ils se sont tournés vers Moscou.

C'était — disons-le en passant — la situation avant le tournant; mais elle a changé depuis. Le tournant opportuniste du parti, dont on parle par ailleurs dans notre revue, a arrêté le processus de différenciation dans la S.F.I.O.; l'abandon de la critique vis-à-vis des chefs réformistes a de nouveau renforcé l'autorité des Blum, Paul Faure, etc..., dans la S.F.I.O.

Mais revenons à Vidal. Il ne s'oriente pas sur les tendances révolutionnaires qui se développent dans le prolétariat socialiste; il ne montre pas aux trotskistes comment ils devraient lutter pour l'unification des éléments révolutionnaires socialistes dans le parti communiste. De l'existence de ces nouveaux processus dans le prolétariat, il ne déduit pas que ces processus donnent objectivement la possibilité de surmonter la politique fautive et le régime intérieur néfaste du P.C.F. Non, il s'oriente vers les illusions de couches ouvrières qui s'éveillent, et se fait leur héraut.

Ce n'est pas pour l'unité sur la base du communisme que, selon Trozki, doivent lutter les trotskistes au sein de la S.F.I.O. « Nous, marxistes, nous sommes obligés de reconnaître que l'unification des deux partis serait un progrès », dit Vidal en fin juillet. « L'unification des deux partis serait la possibilité de commencer de nouveau. »

D'après Vidal, il est nécessaire de « recommencer » parce que l'avant-garde communiste est anéantie depuis longtemps, l'I.C. a trahi la révolution allemande et en U.R.S.S. il faut un nouveau parti pour faire tomber la direction du P.C. de l'U.R.S.S. par le moyen de la lutte armée :

« Pour faire tomber la clique dirigeante, il n'y a pas de chemins normaux, « constitutionnels ». Ce n'est que par la force qu'on peut obliger la bureaucratie à rendre le pouvoir à l'avant-garde prolétarienne. » (Trozki, *La IV^e Internationale et l'U.R.S.S.*, page 26 de l'édition allemande.)

Or cette « théorie » qui servait hier à justifier l'idée du nouveau parti et de la IV^e Internationale, motive aujourd'hui l'entrée dans la II^e Internationale. Vidal se rend compte de cette contradiction; il essaye de l'éliminer en poussant plus loin l'ancienne thèse que « le parti socialiste et le parti communiste ne sont pas différents en principe ».

Au commencement de la discussion, Vidal demande l'entrée de la Ligue dans la S.F.I.O. pour séparer l'aile gauche du reste du parti,

« manœuvre grandiose » qui devrait « rassembler quelques milliers d'ouvriers autour des drapeaux de la Ligue ». Bientôt l'idée de cette manœuvre disparaît, remplacée par la revendication de mener à l'intérieur de la S.F.I.O. la lutte pour « l'unification de la S.F.I.O. et du P.C.F. » Il s'agit d'amener de cette façon, sur la large base de l'unité du prolétariat, une différenciation nouvelle et de créer les cadres pour un nouveau parti communiste.

Et voici une nouvelle étape dans le développement de la conception de Trotzki: il a découvert que la S.F.I.O. est le parti révolutionnaire du prolétariat français. En effet, dans le nouveau document, nous lisons: « Le P.C. et le P.S. sont deux variantes du centrisme dont une se développe à gauche, l'autre reste stationnaire ou se tourne plutôt à droite... » « La destinée du prolétariat dépend dans notre époque en grande mesure de la manière résolue avec laquelle la social-démocratie réussira, dans le court délai qui lui est imparti par la marche du développement, à rompre avec l'Etat bourgeois, à se transmuter et à se préparer à la lutte décisive contre le fascisme. » Et les communistes? Ne sont-ils pas, malgré les Thorez, Cachin, etc., le parti révolutionnaire du prolétariat? Est-ce que nous nous trompons? Vous vous trompez, dit Vidal, « dans le P.C. il y a indubitablement des milliers d'ouvriers combattifs, mais ils sont désespérément embrouillés ». *Le communisme désespérément embrouillé et la social-démocratie pleine d'avenir, enceinte de la dictature prolétarienne — cette courte formule représente tout le révisionnisme de l'école de Trotzki.*

En se tournant vers la social-démocratie, ni Trotzki, ni ses adhérents, ne se rendent compte dans quelle mesure les idées petites-bourgeoises du réformisme commencent à les influencer. Si tu tends le petit doigt au diable, il te demande toute la main! Au commencement, l'entrée dans la S.F.I.O. ne signifiait pour Trotzki qu'une grande manœuvre pour gagner de nouvelles masses sous ses propres drapeaux. Ensuite, la manœuvre s'est transformée en une nouvelle appréciation de la social-démocratie. Il en résulte la rupture avec les principes de la III^e Internationale et du coup, « les drapeaux rouges » de la IV^e Internationale ont changé de couleur pour montrer enfin le rose sale du réformisme.

C'est en vain que Trotzki évoque l'exemple de Marx qui, en 1848, entra avec son cercle dans le parti démocratique.

Dans une époque où le prolétariat conscient n'existait qu'en germe, Marx n'avait d'autre moyen de participer activement au travail politique que dans l'aile gauche de la démocratie révolutionnaire bourgeoise. Comment peut-on comparer cette situation avec notre époque et avec la situation en France en 1934? Il y a plus de vingt ans que la guerre mondiale a amené au sein du mouvement ouvrier la rupture entre la social-démocratie et les éléments révolutionnaires prolétariens. Trotzki croit-il sérieusement que sa plume fera oublier cette rupture historique entre la social-démocratie et la lutte de classe, entre le social-chauvinisme et le défaitisme révolutionnaire, entre la réforme sociale et la révolution sociale?

L'essai n'est pas moins pitoyable de comparer la période de la scission entre bolchéviks et menchéviks (époque qui fut suivie par une nouvelle unification et enfin par la scission de 1912) à notre époque actuelle. La scission russe de 1903 était une scission entre deux courants de la social-démocratie russe qui formaient ensemble le parti socialiste russe, tous les deux membres de la II^e Internationale et qui s'appelaient tous les deux social-démocrates. La scission de 1912 ne signifiait pas la création d'un nouveau parti par Lénine, mais elle représente un essai victorieux de réorganiser la social-démocratie russe sur la base du bolchevisme. La rupture définitive fut, en 1914, la rupture de la social-démocratie bolchévik russe avec la II^e Internationale.

En effet, il est lamentable que Trotzki ait besoin de se servir de telles falsifications de l'histoire du parti russe pour apaiser ses adhérents qui hésitent à entrer dans la social-démocratie.

Il est impossible de justifier l'entrée des communistes dans la social-démocratie, surtout dans un pays où la rupture entre communisme et réformisme s'est effectuée, comme en France, depuis longtemps. Entrer dans la social-démocratie tant qu'existe un parti communiste relativement fort, c'est jouer le rôle de liquidateur. Prêcher l'unification avec la social-démocratie, favoriser l'illusion des masses qui veulent un parti unique, allant de Grumbach jusqu'à Thorez, ce n'est pas autre chose qu'abuser les ouvriers arriérés pour ses propres buts réactionnaires.

N'exagérons-nous pas en déclarant cela? Est-ce que la polémique ne nous entraîne pas à l'injustice envers Trotzki? Pas du tout! Il faut regarder de plus près avec quels moyens idéologiques les trotskistes se mettent à leur travail dans la S. F. I. O. La revendication du « parti unique » — revendication liquidatrice rappelant le pupisme — est combinée avec une attaque pleine de calomnies contre l'I. C. et le P. C. F. Dans une lettre de Vidal du 18 juillet, nous trouvons le passage caractéristique sur les partis de l'I. C. qui « en 24 heures, sur l'ordre de Litvinov, rejetaient la théorie du social-fascisme... ».

Est-ce vraiment la politique extérieure de l'U. R. S. S. qui a causé le tournant de l'I. C.? Il n'est pas difficile de démontrer que des facteurs tout à fait différents ont provoqué le dernier tournant de l'I. C. Au cours de l'année 1932 déjà, le développement des événements en Allemagne montre l'effondrement complet de la politique de l'I. C. Il est connu que l'I. C., depuis le 1^{er} mai 1929, pensait que du conflit entre le prolétariat révolutionnaire et les sociaux-démocrates au gouvernement (au moins en Prusse), naîtrait la révolution prolétarienne en Allemagne. Sans cette perspective, qui fut établie sous l'influence du massacre du 1^{er} mai 1929 (Zoergiebel), il n'est pas possible de comprendre pourquoi l'I. C. considérait le parti socialiste d'Allemagne comme l'ennemi principal et comme cadre pour le fascisme, il n'est pas possible de comprendre pourquoi l'I. C. dirigeait contre lui le coup principal et s'alliait aux nazis à l'occasion du plébiscite rouge du mois d'août 1931.

De l'Allemagne cette appréciation du parti social-démocrate s'étendit à toute l'Internationale. Le 20 juillet 1932, après le coup d'Etat de

Hindenburg-Papen-Schleicher qui chassait, par la force, le parti social-démocrate du gouvernement prussien, l'I.C. commence à perdre sa foi en sa « politique gauche ». Elle essaie de faire un « tournant », mais en même temps elle veut sauver le prestige de sa bureaucratie. C'est ce qui explique le caractère hésitant du tournant qui mène presque jusqu'à la réalisation du front uni en février 1933. Mais avant que le front uni se forme, Hitler passe à l'offensive, incendie le Reichstag, écrase d'abord le parti communiste isolé et aussitôt après le parti social-démocrate.

Le manifeste du « tournant » paraît le 5 mars 1933 en même temps que le résultat du plébiscite hitlérien.

Cet essai d'un tournant, en mars 1933, était condamné à l'échec, parce qu'il aurait fallu une forte pression des masses révolutionnaires pour obliger les sociaux-démocrates au front uni. Mais d'où pouvait venir cette pression en mars 1933, à l'époque de la plus profonde catastrophe du prolétariat allemand ?

Quand, en février 1934, l'insurrection armée du prolétariat autrichien poussait la social-démocratie dans la rue, quand le prolétariat français organisa la grève générale contre l'émeute réactionnaire du 6 février, l'I.C. était devant l'alternative suivante : ou bien faire le tournant ou bien s'isoler et isoler en même temps le pouvoir soviétique entièrement des masses. Ainsi elle se décida pour le tournant de mai 1934.

Mais ce n'est pas encore tout. Dans le premier numéro de l'organe trotskiste social-démocrate, *La Vérité* (N° 220), nous trouvons dans un article programmatique la caractéristique suivante du P.C.F. : « Toute la conduite des staliniens a un tel caractère qu'ils semblent vouloir dire à l'oreille des chefs socialistes : Exigez plus encore, ne vous gênez pas, aidez-nous à nous débarrasser le plus rapidement possible de ces mots d'ordre salés qui gênent, dans la situation internationale actuelle, nos maîtres de Moscou ».

Est-ce que ce sont les « maîtres de Moscou » qui, en faveur d'une alliance avec la France, veulent transformer le P.C.F. en un parti réformiste ? Est-ce que les rôles ont vraiment changé d'une telle façon que la S.F.I.O., à cause de l'essor du fascisme, deviendrait un parti révolutionnaire, tandis que le P.C.F. serait transformé, par le gouvernement soviétique, en un parti gouvernemental officieux de France ? S'agit-il de la dialectique du développement en France ou de la démagogie des liquidateurs ?

Regardons d'abord le P.C.F. Il faut constater que le P.C.F. mène une lutte contre la politique impérialiste de la bourgeoisie française, contre son armement, contre la militarisation du peuple, contre l'esclavage colonial. C'est la même chose dans tous les pays. Le parti communiste bulgare combat le gouvernement actuel réactionnaire dont la politique extérieure est orientée vers le rapprochement avec l'U.R.S.S., comme a combattu les anciens gouvernements de la contre-révolution bulgare, ennemis de la Russie. Les communistes italiens combattent Mussolini dont la politique étrangère, en général, n'est pas dirigée contre l'U.R.S.S., comme les communistes allemands combattent Hitler qui prépare la guerre contre la Russie soviétique. Et les communistes des

Etats-Unis, malgré les traités entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., n'ont pas cessé d'organiser la lutte de classe du prolétariat américain, soutenus dans cette lutte par l'I.C.

Certes, ces faits ne donnent aucune garantie, pour l'avenir, que l'I.C. n'aura jamais son 4 août. Nous ne nous occupons pas de prophéties, nous voulons seulement examiner la politique actuelle de l'I.C. Là-dessus il n'y a pas de doute que les affirmations de Trotzki ne sont qu'un plagiat des théories répandues par les réformistes depuis des années. Nous voyons que le groupe de Trotzki est devenu non seulement organiquement, mais aussi idéologiquement, une véritable fraction social-démocrate.

**

Sans aucun doute il est nécessaire de mener une lutte sérieuse et systématique contre les idées révisionnistes de Trotzki. Cette lutte est à l'ordre du jour, surtout aujourd'hui, pour empêcher les jeunes socialistes révolutionnaires de tomber dans le marais trotskiste. Mais cette lutte ne peut pas être menée à la manière de la direction de l'I.C. et de la presse de l'I.C. Il est ridicule d'appeler Trotzki contre-révolutionnaire alors que l'on collabore en même temps avec la S.F.I.O. en renonçant à une critique du réformisme.

Il est du devoir des communistes d'éviter et les exagérations et la démagogie. Trotzki n'est pas un contre-révolutionnaire, mais un représentant historique du socialisme international qui se trompait dans maintes questions, alors qu'il se réclamait encore de la III^e Internationale et qui passe maintenant du communisme au centrisme, de la III^e à la II^e Internationale. Il faut combattre les idées de Trotzki du point de vue marxiste, mais ne pas les falsifier démagogiquement. Quand Duclos, dans *l'Humanité*, met en garde la S.F.I.O., les Blum, Frossard et Grumbach, contre Trotzki, quand la direction du parti communiste refuse de défendre le droit d'asile pour Trotzki, il faut dire ouvertement que cette attitude n'est pas marxiste, mais qu'elle sert les réformistes dans la S.F.I.O. et le gouvernement bourgeois.

Cette méthode de lutte trahit avant tout l'impuissance de la direction de l'I.C. et du parti en face de Trotzki. Ce n'est pas que les chefs du parti et de l'I.C. manquent de forces intellectuelles pour mener cette lutte de principe contre Trotzki. Ce qui leur fait défaut, c'est la base politique, la fidélité au marxisme qui seule permettrait une lutte idéologique efficace contre Trotzki. De quoi vit le trotskisme, de quoi se nourrit-il, qu'est-ce qui l'empêche de disparaître, sinon la fausse politique de l'I.C.? Le prolétariat révolutionnaire commence à reconnaître que ni la politique sectaire d'hier, ni la politique opportuniste d'aujourd'hui, ne peut le mener à la victoire. Les parties avancées du prolétariat, et dans le P.C.F., et dans la S.F.I.O., sont pleines de méfiance envers cette politique de l'I.C. Avec raison elles demandent à tirer les leçons de la défaite en Allemagne et dans d'autres pays. Elles voient que la direction du P.C.F. et de l'I.C. sont incapables de donner une réponse aux questions du plus haut intérêt pour la lutte de classe en France. Elles voient la politique aventurière et hésitante de Thorez, Cachin, Marty, etc...

Voilà ce qui souffle du vent dans les voiles trotskistes. Trotzki exploite le mécontentement des couches actives du prolétariat; il en profite, il essaie de transformer ce mécontentement en une force politique en vue de liquider le P. C. F. Voilà l'opportunisme profond de Trotzki.

Nous rejetons les méthodes employées par la direction du parti dans la lutte contre le trotskisme parce que ces méthodes fournissent le terrain au trotskisme banqueroutier.

Nous rejetons également les méthodes employées par les trotskistes contre la direction du P. C., parce que les conséquences que Trotzki tire du cours faux et des défaites du parti et de l'I. C. ne sont ni révolutionnaires, ni communistes, mais liquidatrices et vulgaires.

Les marxistes révolutionnaires doivent suivre leur propre chemin et dans le parti et dans l'I. C. Il faut qu'ils se groupent au sein du parti pour aider le parti et l'Internationale à retrouver le bon chemin, le chemin vers Lénine.

W. BERTRAM.

DOCUMENTS

Lénine et le Front Populaire

L'article que nous reproduisons fut écrit par Lénine en 1913 et publié dans le n° 127 (331) de la *Pravda* du 18 juin 1913, sous le titre « De France » (de notre correspondant) et signé F. Nous attirons l'attention des camarades sur la façon dont Lénine pose le problème des actions communes avec les radicaux-socialistes et de la défense de la démocratie. La situation actuelle ressemble beaucoup à celle de 1913. Les individus sans caractère — genre Gustave Hervé d'avant-guerre — n'ont pas disparu, les noms seuls ont changé...

N.D.L.R.

Notre journal a déjà signalé cet exemple surprenant de manque de caractère dont a fait preuve Gustave Hervé. Ce journaliste alerte et agitateur, homme n'ayant ni formation socialiste, ni culture socialiste, vint dans le parti ouvrier (des milieux de l'enseignement) avec toutes les habitudes et manières de l'intellectuel bourgeois. Il commença comme opportuniste. Il passa ensuite à l'« extrême-gauche » et prêcha longtemps les théories semi-anarchistes, « faisant peur » à la bourgeoisie par ses cris antimilitaristes bruyants.

Récemment, il commença à tourner le dos aux anarchistes et à revenir au parti, en reconnaissant la nécessité de la lutte parlementaire et du travail d'éducation et d'organisation. Mais notre piètre intellectuel alerte ne resta pas là, et passe de nouveau aux opportunistes. Impressionniste, se laissant trop influencer par les impressions de la dernière minute, en proie aux hésitations sans caractère, il fut si « effrayé » par la vague réactionnaire du chauvinisme, du nationalisme et de l'impérialisme en France, qu'il commença à propager le retour à la politique du « bloc »,

c'est-à-dire de l'alliance avec les radicaux bourgeois. Pour sauver la République en France, il faut, voyez-vous, le bloc avec les radicaux, autrement les réactionnaires rétabliront en France la monarchie ou l'empire !

Il va sans dire qu'en dehors des opportunistes extrêmes, les socialistes français ridiculisent Hervé, cet homme sans caractère, et protestent résolument contre le bloc. Récemment, un des organes du parti ouvrier, édité dans le Midi de la France, a cité quelques avis des socialistes éminents contre le bloc.

Les socialistes ont commencé et mènent une campagne contre la réaction — disent justement ces militants en vue — les socialistes ont porté dans les masses la protestation contre la loi de trois ans (c'est-à-dire retour à l'armée réactionnaire de caserne résolument antidémocratique). Les socialistes réalisent le *bloc prolétarien*, soit l'union des ouvriers socialistes avec les ouvriers syndicalistes. Parmi les radicaux et les « radicaux socialistes » (parti petit-bourgeois semblable à nos populistes) seule une partie infime soutient, et encore avec des hésitations, cette campagne véritablement démocratique menée par les socialistes.

Pourquoi alors le bloc ? L'alliance avec les hésitants affaiblira la pression des masses et renforcera les oscillations ! Quant au soutien des radicaux, dans la mesure où ils agissent, dans un tel ou autre cas, contre la réaction, les socialistes n'y ont jamais renoncé.

Voici M. Charles Dumont — écrit un socialiste — et M. Alfred Masset « radicaux-socialistes » invétérés qui *défendent* la loi sur le service de trois ans en escomptant avoir des places ministérielles. Voici le chef des radicaux, Clemenceau, « lui-même », qui mène une campagne pour cette loi. Voici un autre chef éminent des radicaux, Léon Bourgeois, se déclarant également pour cette loi. Enfin, dans la commission militaire de la Chambre des députés, cette loi est adoptée par 17 voix contre 4 voix *exclusivement* socialistes.

Alors comment peut-on concevoir le bloc avec le parti bourgeois sans vergogne des radicaux et des « radicaux-socialistes ». Ce n'est que par l'agitation dans les masses contre lui, que les socialistes français peuvent arracher tous les éléments démocratiques de ce parti et ainsi en pousser une certaine partie vers la gauche, vers la démocratie. Vu leur dépendance complète des masses, pendant les élections (car il existe évidemment en France le suffrage universel et le gouvernement parlementaire), de nombreux radicaux réfléchiront bien avant de voter définitivement pour la loi réactionnaire, fort impopulaire dans les masses.

Le seul appui sérieux de la démocratie et de la République en France (comme partout ailleurs), ce sont les masses, les masses d'ouvriers et, derrière eux, les masses de petits paysans, et non pas les meneurs parlementaires, les pîtres, les arrivistes et les aventuriers des partis bourgeois qui, aujourd'hui, se déclarent « radicaux-socialistes » pour vendre demain (contre une petite place ministérielle ou une affaire lucrative sous forme d'une concession quelconque ou d'un poste dans le syndicat de millionnaires, etc.), la démocratie et la patrie (comme l'ont fait les

bourgeois français en vendant à Bismark, en 1871, la France, effrayés par l'insurrection des ouvriers parisiens contre l'esclavage salarié).

On peut seulement saluer chaleureusement les socialistes français qui luttent contre l'idée du bloc et qui développent le travail et l'agitation socialistes dans les masses.

NOTES

Autriche

Le 12^e Congrès du parti communiste autrichien eut lieu fin septembre. Ce Congrès est d'une importance extraordinaire pour l'avenir du communisme en Autriche, d'une importance qui dépasse les limites d'un simple congrès d'une section de l'I.C. Le 12^e Congrès du P.C. autrichien — aussi bien que la conférence de Vienne des socialistes révolutionnaires de fin septembre qui le précédait — termine la période la plus importante de regroupement au sein de la classe ouvrière autrichienne. Ce regroupement commença immédiatement après les événements de février et il eut trois résultats: le processus de la radicalisation des ouvriers socialistes amena vers le P.C. autrichien, à l'état de secte depuis dix années, une partie de l'avant-garde du prolétariat autrichien; une autre partie, au contraire, créa une nouvelle organisation socialiste (Socialistes Révolutionnaires); enfin, un noyau de l'ancienne gauche dans le parti socialiste autrichien fonda un groupe communiste indépendant, « Le Front Rouge », qui s'allia aux communistes oppositionnels de gauche en engageant ensemble la lutte pour l'unification avec le parti communiste autrichien.

En avril déjà cette évolution de la classe ouvrière autrichienne provoqua un tournant complet de l'Internationale Communiste. Celle-ci renonça aux syndicats rouges, elle liquida la théorie du social-fascisme et se mit à appliquer la tactique du front unique. Plus encore, la direction du P.C.A. se déclara prête à une unification avec tous les groupes se trouvant sur la base du communisme et convoqua un congrès d'unification.

En juillet-août le Comité Central du P.C.A. s'adressa avec une lettre aux socialistes révolutionnaires en disant:

«...C'est pour cela que nous proposons, dans le but d'unifier les groupes des socialistes révolutionnaires avec le parti communiste, un congrès d'unification qui élira la direction nouvelle.»

Or, bien que le groupe des socialistes révolutionnaires (qui comprend de 50.000 à 60.000 membres, tandis que le P.C.A. n'en compte pas plus de 10.000) se trouvait dans un processus de différenciation profonde, bien que la majorité de ses organisations se prononçait pour la rupture avec les centristes (Otto Bauer) et avec la II^e Internationale, bien qu'il y avait déjà en août une déclaration de principes des socialistes révolutionnaires pour la réalisation de l'unité totale du prolétariat révolutionnaire, les socialistes révolutionnaires n'ont pas pris part au congrès d'unification du P.C. autrichien. Au contraire, ils ont décidé, à l'occasion de leur congrès de Vienne, de convoquer le congrès du parti socialiste unifié d'Autriche. Encore une fois Otto Bauer a réussi à regagner la majorité du prolétariat révolutionnaire autrichien à la II^e Internationale.

En vain cherche-t-on dans la presse de l'I.C. (qui pourtant s'occupe largement des problèmes autrichiens depuis des mois), une explication de cet échec de l'I.C. De la même façon le 12^e Congrès a passé cette question sous silence et il se borne, dans sa résolution

politique, à signaler le fait que le nouveau parti socialiste a accepté au moins le front unique.

Comment expliquer la consolidation de la social-démocratie autrichienne sous la direction de l'émigration de Brünn (Otto Bauer)? Est-ce que ce sont les différences politiques, l'antagonisme de principes avec le communisme qui ont ramené les socialistes révolutionnaires dans les bras d'Otto Bauer? Ni dans les documents des communistes, ni dans ceux des socialistes révolutionnaires nous n'en trouvons trace. Après le tournant de l'I.C. en Autriche, des parties décisives des socialistes révolutionnaires étaient prêts à se séparer et de Otto Bauer et de la II^e Internationale. Ce n'est qu'au commencement d'août qu'ils commencèrent à chanceler. Ce n'est qu'au mois de septembre que Otto Bauer réussit enfin à faire échouer les pourparlers entre socialistes révolutionnaires et communistes au sujet d'un congrès d'unification.

Deux faits surtout ont causé ce tournant à droite dans les rangs des socialistes révolutionnaires. Premièrement, le 25 juillet, et deuxièmement la question de la démocratie ouvrière.

Le 25 juillet, jour de l'insurrection armée des nazis contre le régime Dollfuss, a montré l'impuissance politique du parti communiste autrichien et sa passivité. Il fut incapable de donner une orientation politique au parti et au prolétariat et demeura passif. Cette impuissance politique du parti communiste autrichien a mis fin à l'évolution des socialistes révolutionnaires vers le parti communiste autrichien et a profondément déçu les ouvriers socialistes.

Il y avait en dehors de cela encore, la question de la démocratie ouvrière. Depuis le tournant d'avril, le C.C. du P.C.A. déclare, dans les proclamations les plus solennelles, que les syndicats aussi bien que le Schutzbund doivent être des organisations du prolétariat tout entier, sans distinction de partis. Mais les premiers pas pratiques du C.C. du P.C.A. ont montré qu'il ne veut pas lutter pour la conquête de la direction dans le Schutzbund et dans les syndicats illégaux par des moyens de conviction, sur une base démocratique, mais bien par des moyens purement administratifs et des manœuvres.

C'est ainsi que l'organe illégal du mouvement syndical publié par des communistes, écrit: «Ouvriers, lutez avec le parti communiste autrichien contre le fascisme.» (*L'Ouvrier Libre*, mai 1934, n° 3.) Contre une telle position en faveur du P.C. autrichien, les ouvriers dans les usines, les anciens cadres syndicaux, pleins de méfiance envers le P.C. autrichien, se sont révoltés. De la même façon, l'organe des Schutzbund, rédigé par des communistes, lance le mot d'ordre: «Chômeurs, lutez avec le P.C. autrichien.» (*Le Schutzbund*, juin 1934, n° 1.) Impuissance politique le 25 juillet, manœuvres et prétention de vouloir être la seule organisation illégale alors que les ouvriers savent très bien que les socialistes sont cinq ou six fois plus forts que les communistes — voilà la cause du succès de Otto Bauer qui a pu regagner les socialistes révolutionnaires.

Le 12^e Congrès du P.C. autrichien a complètement négligé ces questions. Il exprime quand même le tournant qui a eu lieu depuis le mois de février et au sein du prolétariat, et à l'intérieur du parti. La grande majorité des délégués étaient de nouveaux adhérents, c'est-à-dire des ouvriers venus au parti communiste après les événements de février. Tandis que le 11^e Congrès du parti communiste n'était qu'une conférence de son appareil, le 12^e Congrès reflétait le contact du parti communiste autrichien avec des couches importantes de la jeunesse révolutionnaire. Le changement dans la composition du parti qui a augmenté de 9.000 membres (il est passé de 1.000 à 10.000 adhérents) a affaibli le poids spécifique de l'appareil. Le parti manque à la fois d'un cadre communiste, capable d'éduquer les anciens socialistes, actuellement membres du P.C., et d'un fort

appareil qui pourrait contrôler les « vieux » et les « nouveaux » communistes. C'est ainsi que le P.C. autrichien constitue — pour le moment — le parti le plus démocratique de l'I.C. En voici quelques exemples: la résolution préparée pour le congrès du parti fut présentée aussi au « Front Rouge ». Ce groupe, influencé considérablement par des ouvriers communistes opposés à la ligne de l'I.C., critique la résolution, et le congrès du parti accepta ses propositions les plus importantes. Au cours du congrès prirent la parole des camarades peu développés, encore demi-socialistes, mais aussi tous les camarades qui sont contre le tournant, contre le front unique au sommet et qui défendaient l'ancien cours.

En même temps la direction essaya de consolider son autorité. Elle fut obligée, à cause de sa faiblesse numérique, de se servir de moyens particuliers. Elle organisa, par exemple, une « manifestation spontanée » en faveur du camarade Kopenig en tant que « chef du parti ». Sous le titre: « Le drapeau de la victoire » le *Rundschau* (n° 53, 4 octobre 1934, page 2305) publia le discours d'un délégué au congrès du parti sur Kopenig: « Cet ouvrier, ce prolétaire est un vrai chef du prolétariat, un homme qui inspire la plus grande confiance. »

Ainsi on fabrique artificiellement un « vrai chef » de la révolution autrichienne. Or c'est une « construction négative », non seulement au point de vue politique, mais aussi au point de vue psychologique. Politiquement, parce que Kopenig représente une période de dix ans de décomposition du parti communiste autrichien (1924 à 1934) et psychologiquement parce que le nom de Kopenig ne signifie rien de positif, aucune politique, aucun travail de masse. La personne du « chef historique » du parti communiste autrichien ne représente au prolétariat autrichien que l'appareil; son seul « mérite » est le poste qu'il occupe à l'intérieur du parti.

W. B.

Espagne

Tous les révolutionnaires accordent une importance exceptionnelle aux événements d'Espagne. Notre Revue leur consacrerait une étude approfondie. En attendant, nous donnons ci-après des extraits d'une lettre que nous avons reçue d'un camarade espagnol.

Madrid le 1^{er} novembre 1934.

Tous les camarades que j'ai connus du parti socialiste se trouvent en prison et soumis, probablement, à des peines très sévères. Nous verrons. Je suis, maintenant, entré en relations avec quelques membres du Comité Central des Jeunesses Socialistes. (Il n'y en a que deux d'arrêtés.) Je reviendrai sur cela.

A Madrid, il y a près de 3.000 emprisonnés. L'état d'esprit parmi eux est magnifique. Les nouvelles qui nous arrivent des Asturies constatent un état d'esprit semblable. Les journalistes bourgeois s'indignent à cause de cela. Tout fait penser que la réaction n'a pas gagné — il s'en faut — complètement la bataille. Par ailleurs, l'antagonisme entre le parti de Gil Robles et les éléments du parti radical, s'accroît. Ces derniers semblent se rendre compte qu'on veut les faire servir d'outil pour tirer les marrons du feu, dans la répression. Toutes les données que j'ai, montrent leurs hésitations devant l'état d'esprit des masses populaires. Les radicaux poussent à la rupture de l'aile droite socialiste (Besteiro) et à la formation d'un parti réformiste « indépendant ». Dans l'Andalousie, il semble que l'échec de la dernière grève générale agraire n'a pas peu contribué à l'état d'esprit peu combatif démontré cette fois-ci.

A Madrid, au point de vue de lutte armée, nous avons eu, aussi,

peu de chose. Par contre, la grève générale a été unanime. Les socialistes répandent la version que dans le plan général de la lutte il était convenu que Madrid resterait « à peu près tranquille » jusqu'au moment où la province l'emporterait!

La rentrée au travail s'est faite sur l'ordre des directions syndicales.

Le P.C. n'a presque pas bougé à Madrid. Par contre, dans les Asturies, il s'est bien battu.

La droite du P.S. est, maintenant, très active. Elle veut profiter de ce que la plupart des militants estimés se trouvent dans les prisons ou dans l'illégalité, alors qu'elle a les mains libres, pour essayer de prendre le dessus dans le parti. Mais l'immense majorité de celui-ci se trouve derrière Largo Caballero. Il est très probable que la droite soit chassée.

Les jeunes socialistes et communistes agissent déjà régulièrement à Madrid; mais on ne publie pas encore des journaux illégaux. Les uns et les autres sont à la recherche d'imprimerie. La désorientation est profonde, mais les jeunes socialistes ont compris que la révolution ne dépend pas seulement du fait qu'on est armé, mais, avant tout, d'une bonne politique.

Nos possibilités de travail ont encore augmenté. Auparavant, quand on faisait aux socialistes la critique de leur action, eux, sûrs de leurs forces et de leurs armes, écoutaient, mais n'entendaient pas. Maintenant, c'est différent.

Quant au P.C., l'esprit critique s'éveille. Mais la direction affirme que ce qui a été fait en Espagne est l'œuvre des communistes. Vous vous imaginez l'effet que cela produit sur les éléments qui ont combattu, ceux-ci étant, dans leur immense majorité, de jeunes socialistes. En même temps qu'ils font cette déclaration, les chefs du P.C. justifient l'attitude effacée de celui-ci à Madrid et ailleurs, déclarant qu'il n'avait pas d'armes!

Ce premier numéro, correspondant aux mois de novembre et décembre, est vendu néanmoins, à titre de propagande, au prix normal de 1 franc.

Le gérant: G. Rucar

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.



Imprimerie spéciale de Que faire?

